

**RAPPORT SEMESTRIEL
30.06.24**

CRELAN FUND

SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable
publique de droit belge à compartiments multiples
Société Anonyme

OPC ayant opté pour des placements
répondant aux conditions prévues par la directive 2009/65/CE

SOMMAIRE

1 . INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT	4
1.1 . ORGANISATION DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT	4
1.2 . RAPPORT DE GESTION	6
1.2.1 . Informations aux actionnaires	6
1.2.2 . Vue d'ensemble des marchés	7
1.3 . BILAN GLOBALISE	10
1.4 . COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE	11
1.5 . RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION	12
1.5.1 . Résumé des règles	12
1.5.2 . Taux de change	13
2 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOFUTURE	14
2.1 . RAPPORT DE GESTION	14
2.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	14
2.1.2 . Cotation en bourse	14
2.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement	14
2.1.4 . Gestion financière du portefeuille	16
2.1.5 . Distributeurs	16
2.1.6 . Indice et benchmark	16
2.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice	16
2.1.8 . Politique future	17
2.1.9 . Indicateur synthétique de risque	17
2.2 . BILAN	18
2.3 . COMPTE DE RESULTATS	19
2.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	20
2.4.1 . Composition des actifs au 30.06.24	20
2.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)	25
2.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)	27
2.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	27
2.4.5 . Performances	27
2.4.6 . Frais	28
2.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations	29
3 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONONEXT	30
3.1 . RAPPORT DE GESTION	30
3.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	30
3.1.2 . Cotation en bourse	30
3.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement	30
3.1.4 . Gestion financière du portefeuille	32
3.1.5 . Distributeurs	32
3.1.6 . Indice et benchmark	32
3.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice	32
3.1.8 . Politique future	33
3.1.9 . Indicateur synthétique de risque	33
3.2 . BILAN	34
3.3 . COMPTE DE RESULTATS	35
3.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	36
3.4.1 . Composition des actifs au 30.06.24	36
3.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)	39
3.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)	40
3.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	40
3.4.5 . Performances	41
3.4.6 . Frais	42
3.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations	42
4 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOSTOCKS	43
4.1 . RAPPORT DE GESTION	43

4.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	43
4.1.2 . Cotation en bourse	43
4.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement	43
4.1.4 . Gestion financière du portefeuille	44
4.1.5 . Distributeurs	44
4.1.6 . Indice et benchmark	45
4.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice	45
4.1.8 . Politique future	46
4.1.9 . Indicateur synthétique de risque	46
4.2 . BILAN	47
4.3 . COMPTE DE RESULTATS	48
4.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	49
4.4.1 . Composition des actifs au 30.06.24	49
4.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)	50
4.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)	51
4.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	51
4.4.5 . Performances	51
4.4.6 . Frais	52
4.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations	53
5 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT GLOBAL EQUITY DBI-RDT	54
5.1 . RAPPORT DE GESTION	54
5.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts	54
5.1.2 . Cotation en bourse	54
5.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement	54
5.1.4 . Gestion financière du portefeuille	55
5.1.5 . Distributeurs	55
5.1.6 . Indice et benchmark	56
5.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice	56
5.1.8 . Politique future	57
5.1.9 . Indicateur synthétique de risqu	57
5.2 . BILAN	58
5.3 . COMPTE DE RESULTATS	59
5.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES	60
5.4.1 . Composition des actifs au 30.06.24	60
5.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)	61
5.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)	62
5.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire	62
5.4.5 . Performances	63
5.4.6 . Frais	65
5.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations	65

1 . INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

1.1 . ORGANISATION DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT

Siège de la SICAV

Avenue du Port 86C b320 - 1000 Bruxelles

Date de constitution de la SICAV

7 octobre 2010

Conseil d'administration de la SICAV

- Philippe Voisin, Président du Comité de Direction de CRELAN S.A., Président
- Geert Noels, Administrateur de ECONOPOLIS WEALTH MANAGEMENT N.V., Administrateur
- Joris Cnockaert, Administrateur - Directeur de CRELAN S.A., Administrateur
- Christian Steeno, Directeur Wealth & Asset Management de CRELAN S.A., Administrateur
- Steven De Landtsheer, Head Parametrization, Reporting & Control, CRELAN S.A., Administrateur
- Bruno Tuybens, Conseiller indépendant, Administrateur indépendant
- Paul Mestdag, Administrateur indépendant

Personnes physiques chargées de la direction effective

- Gregory Cabanotos, Managing Director, Luxcellence Management Company S.A.
- Pascal Pira, Conducting Officer, Luxcellence Management Company S.A.

Type de gestion

La SICAV a désigné une société de gestion d'organismes de placement collectif aux fins d'exercer l'ensemble des fonctions de gestion énumérées à l'article 3, 22° de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances : Luxcellence Management Company S.A.

Luxcellence Management Company S.A. est une société de gestion d'organismes de placement Collectif (OPC), agréée au Grand-Duché de Luxembourg en qualité de société de gestion conformément à la directive 2009/65/CE.

Luxcellence Management Company est entièrement détenue par CACEIS S.A., la maison-mère du Groupe CACEIS et fait partie du même groupe que CACEIS Bank, Belgium Branch.

Nom : Luxcellence Management Company S.A.

Forme juridique : Société anonyme

Siège : 2, Rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg

Constitution : 31 janvier 1994

Conseil d'administration :

- Guillaume Fromont, administrateur, Président du Conseil
- Gregory Cabanotos, administrateur-délégué à la gestion journalière
- Lucien Euler, administrateur indépendant
- Aurélien Veil, administrateur

Composition du Comité de direction :

- Gregory Cabanotos, administrateur-délégué à la gestion journalière
- Pascal Pira, délégué à la gestion journalière
- Valérie Vignoul, déléguée à la gestion journalière
- Gérald Stadelmann, délégué à la gestion journalière.

Commissaire :

Ernst & Young Luxembourg, 35E Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représenté par Monsieur Nicolas Bannier

Capital souscrit et capital libéré :

EUR 1.000.000,00 entièrement libéré

Commissaire

EY Réviseurs d'Entreprises SRL, représenté par Christophe Boschmans, Kouterveldstraat 7B 001, 1831 Diegem

Promoteur

CRELAN S.A., Boulevard Sylvain Dupuis 251 - 1070 Bruxelles

Dépositaire

CACEIS Bank est une société anonyme de droit français au capital social de 1.280.677.691,03 euros, dont le siège est sis 89-91, rue Gabriel Péri, 92120 Montrouge, France, immatriculée sous le numéro RCS Paris 692 024 722. CACEIS Bank agit en Belgique par l'intermédiaire de sa succursale belge, CACEIS BANK, Belgium Branch, située Avenue du Port

CRELAN FUND

86C b315 à 1000 Bruxelles et inscrite au Registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro d'entreprise BE0539.791.736. CACEIS BANK, Belgium Branch a été désignée par l'OPCVM comme dépositaire aux termes d'un contrat de dépositaire daté du 27 février 2015, tels que modifié au fur et à mesure (le « Contrat de dépositaire » ou « Depositary Agreement ») conformément aux règles relatives aux OPCVM et autres dispositions légales applicables.

Gestion financière du portefeuille

ECONOPOLIS WEALTH MANAGEMENT N.V., Sneeuwbeslaan 20 bus 12 - 2610 Wilrijk

Gestion administrative et comptable

CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port 86C b320 - 1000 Bruxelles

Service financier

CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port 86C b320 - 1000 Bruxelles

Distributeur

CRELAN S.A., Boulevard Sylvain Dupuis 251 - 1070 Bruxelles

Sous-distributeur

AXA Bank Belgium, Boulevard Sylvain Dupuis 251, 1070 Anderlecht, Belgique

Liste des compartiments et des classe(s) d'action

EconoFuture (Classe R)

EconoNext (Classe R)

EconoStocks (Classe R)

Global Equity DBI-RDT (Classe E - R)

La description des différentes classes est mentionnée au prospectus.

1.2 . RAPPORT DE GESTION

1.2.1 . Informations aux actionnaires

CRELAN FUND, ci-après dénommé, « la SICAV », est une SICAV publique à compartiments multiples qui répond aux conditions de la directive 2009/65/CE et régie, en ce qui concerne son fonctionnement et ses placements, par la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances.

La SICAV est inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0830.158.563.

Ses statuts sont déposés au Greffe du Tribunal de l'entreprise de Bruxelles.

Sur demande, les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus, gratuitement, avant ou après la souscription des parts, au siège de la société, auprès des agences de CRELAN S.A.

Les taux de rotation du portefeuille pour les périodes antérieures peuvent être obtenus à l'endroit suivant : CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port 86C b320 - 1000 Bruxelles.

Les documents suivants et les informations suivantes peuvent être consultés sur le site internet www.crelan.be : le prospectus, les documents d'informations clés pour l'investisseur, les statuts, les rapports annuels et semestriels.

Les informations concernant la SICAV sont tenues gratuitement à la disposition du public auprès de l'organisme assurant le service financier.

L'Assemblée Générale annuelle se tient le deuxième mardi de mai, à 10 heures, ou le premier jour bancaire ouvrable suivant, au siège de la SICAV ou en tout autre endroit en Belgique désigné dans l'avis de convocation.

Règlement EU 2015/2365 du Parlement Européen et du conseil du 25 novembre 2015 : transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation

Non applicable.

Droit de vote

Lorsque les actions sont de valeur égale, chacune donne droit à une voix. Lorsque les actions sont de valeur inégale, chacune d'elles confère de plein droit un nombre de voix proportionnel à la partie du capital qu'elle représente, en comptant pour une voix l'action représentant la quotité la plus faible ; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Redemption Gates

Dans le cas d'application de ce mécanisme pour la période sous revue, l'information sera reprise dans chaque compartiment concerné sous le point « Notes aux états financiers et autres informations ».

Durant la période sous revue, aucun compartiment n'a été concerné par ce mécanisme.

Règlement SFDR

Le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (ci-après « le règlement SFDR ») vise l'obligation pour les acteurs des marchés financiers et les conseillers financiers de publier des informations spécifiques concernant leurs approches relatives à l'intégration des risques en matière de durabilité et à la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité.

Ce règlement s'articule autour de la volonté de l'Union et de ses Etats membres de mettre en œuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030 de manière complète, cohérente, globale, intégrée et effective et en étroite coopération avec les partenaires et les autres acteurs concernés (extrait du règlement SFDR, point (I)).

Ainsi, le règlement SFDR vise l'uniformisation des informations publiées par les acteurs des marchés financiers et les conseillers financiers dans le cadre de l'intégration des risques en matière de durabilité, de la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, de la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales et des investissements durables.

Le risque en matière de durabilité est un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance (ESG) qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur d'un ou plusieurs investissements détenus par le compartiment.

On distingue dans les risques en matière de durabilité, les risques à court terme et les risques à long terme. Les risques à court terme sont des risques qui résultent d'un événement, soudain par nature, comme par exemple des incidents/accidents (comme des catastrophes naturelles), procédures judiciaires, amendes, etc. Les risques à long terme sont liés à des problèmes qui se développent à plus long terme au fil du temps, comme par exemple, l'impact sur la valeur

d'une entreprise de certains problèmes liés à une mauvaise gouvernance, aux impacts du changement climatique, à la diminution de la biodiversité, etc.

La SICAV intègre les risques en matière de durabilité en tenant compte de caractéristiques ESG dans sa stratégie d'investissement mais le degré d'intégration de ces caractéristiques ESG est propre à chacun des compartiments de la SICAV. Chaque compartiment ne promeut pas nécessairement les caractéristiques ESG ou n'a pas d'objectif d'investissement durable, en conséquence les investisseurs sont invités à se référer à la fiche propre à chaque compartiment pour avoir le détail des caractéristiques ESG applicables.

Les investissements réalisés par la SICAV en tenant compte des caractéristiques ESG peuvent entraîner une réduction de l'univers d'investissement, ce qui peut augmenter le risque de concentration du portefeuille. En raison de l'application des caractéristiques ESG, la SICAV ne répondra pas à chaque opportunité d'investissement qui se présente.

Les compartiments EconoStocks, Global Equity DBI-RDT et EconoFuture, promeuvent certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'ont pas pour objectif un investissement durable. Ils donneront, dans les limites de la politique de durabilité applicable, priorité aux critères ESG sur les critères financiers dans le processus d'investissement.

Article 6	Article 8	Article 9
EconoNext	EconoFuture	/
	EconoStocks	
	Global Equity DBI-RDT	

1.2.2 . Vue d'ensemble des marchés

Tout comme l'année dernière, les marchés d'actions occidentaux ont connu un très bon premier semestre. Les indices boursiers ont bien commencé l'année avant de subir une chute brutale en avril. Les chiffres décevants de l'inflation ont fait s'évanouir les espoirs de réductions rapides des taux d'intérêt. Quelques semaines plus tard, la brève correction boursière était déjà de l'histoire ancienne grâce aux bons résultats de nombreuses entreprises. En outre, les investisseurs se sont de nouveau concentrés davantage sur les chiffres de la croissance économique américaine. Au final, l'indice boursier de référence européen (Stocks Europe 600) affichait fin juin une hausse d'environ 9,5% (dividendes inclus) par rapport à fin 2023. Aux États-Unis, l'indice général S&P 500 a gagné environ 15,3% (19% en euros). La bourse technologique Nasdaq affichait une performance encore plus forte, avec une hausse d'environ 18,6% (22,4% en euros). Les marchés d'actions américains ont progressé principalement grâce à la très forte performance des cours d'actions des sociétés technologiques.

Aux États-Unis, l'économie a continué à fonctionner à plein régime. Au premier trimestre, la croissance du PIB était d'environ 1,4%. Le deuxième trimestre a été marqué par un taux très élevé de 2,8%. L'accélération de la croissance est attribuée à une augmentation des dépenses de consommation et à la constitution de stocks. La croissance devrait ralentir au cours des prochains trimestres. Le président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, a récemment fait allusion à une baisse des taux d'intérêt en septembre. Pour cela, il faudrait que l'inflation continue de baisser – l'inflation de base est passée de 3,7% au premier trimestre à 2,9% – et que le marché du travail ne soit pas en surchauffe. Actuellement, le taux d'intérêt central américain se situe entre 5,25% et 5,5%. À 4,1%, le taux de chômage est à son plus haut niveau depuis deux ans et demi, mais il reste faible dans le contexte historique. En outre, la croissance des salaires aux États-Unis est presque au point mort.

La croissance économique dans la zone euro a été beaucoup plus essoufflée qu'aux États-Unis. Au cours du premier trimestre, la zone euro a enregistré une hausse de seulement 0,3%. Au deuxième trimestre, la croissance s'est maintenue au même niveau. Plusieurs pays sont en difficulté, mais l'Allemagne est le maillon faible de la zone euro. Cela est dû en partie à la contraction et à la forte concurrence dans l'industrie automobile. Au début de l'année, la Banque centrale européenne (BCE) a procédé à sa première baisse de taux d'intérêt depuis 2019. Le taux d'intérêt directeur a baissé de 25 points de base, pour atteindre 3,75%. On s'attend à ce que la BCE réduise encore ce taux d'intérêt après l'été. La BCE justifie la baisse des taux d'intérêt en soulignant la faible croissance économique et le déclin de l'inflation. Cette dernière devrait se situer autour de 2,5% cette année et diminuer encore en 2025. À moyen terme, la BCE – tout comme la Fed – vise une inflation d'environ 2%, mais elles n'en font pas un objectif à atteindre à tout prix.

L'expression « dividendes de la paix » ne s'applique plus depuis un certain temps déjà. La guerre en Ukraine fait toujours rage. Le conflit semble sans issue et ne fait que des perdants, à l'exception de l'industrie de l'armement. Au Moyen-Orient, la probabilité que la guerre en Palestine s'étende à d'autres pays de la région semble avoir augmenté. Il n'existe pas non plus de solution évidente à ce conflit. La guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis continue de s'intensifier en raison de droits de douane supplémentaires (par exemple, sur les importations de voitures électriques chinoises aux États-Unis), de restrictions à l'exportation (par exemple, dans l'industrie des puces) et de contre-mesures chinoises. Les relations commerciales entre la Chine et l'Europe commencent également à s'envenimer. La Commission européenne a augmenté les droits de douane sur les voitures électriques en provenance de Chine, et la Chine a à son tour introduit des restrictions (par exemple sur le porc européen). La crainte que la Chine ne prenne le contrôle de Taïwan refait surface de temps à autre, ce qui rend les investisseurs (dans les valeurs technologiques taïwanaises) très nerveux. Pour le moment, les investisseurs ne sont pas trop préoccupés par les conflits susmentionnés. Un certain nombre d'entreprises et de secteurs

sont néanmoins touchés par les restrictions à l'exportation des machines à puce ou par le boycott des clients au Moyen-Orient, par exemple.

2024 est la grande année électorale à l'échelle mondiale. Les résultats de ces élections sont parfois surprenants. Par exemple, les actions françaises ont été dévaluées après les élections législatives, au cours desquelles les partis d'extrême droite ont obtenu de bons résultats. L'impasse politique qui complique les changements économiques (par exemple, les épargnes visant à équilibrer le budget) continue d'exercer une pression sur les actions françaises. Après le retrait de Joe Biden de la course à la présidence des États-Unis, les chances semblent plus équilibrées pour Kamala Harris, qui a repris le flambeau, et son adversaire Donald Trump. L'élection présidentielle américaine ne semble pas perturber les investisseurs en actions américaines. L'élection de Kamala Harris à la présidence signifierait la poursuite des politiques économiques actuelles, tandis que l'élection de Trump pourrait entraîner de nouvelles réductions d'impôts. Aucun de ces deux scénarios ne serait vraiment mauvais pour les bénéfices des entreprises américaines.

Pays émergents

Après la forte remontée des marchés boursiers des pays émergents à la fin de l'année 2023, on s'attendait quelque peu à ce que janvier 2024 renoue avec une certaine volatilité. Le sentiment des investisseurs au début de 2024 était toutefois complètement différent de celui du début de 2023. Il y a un an et demi, l'optimisme était de mise, alors qu'au début de cette année, le pessimisme régnait à l'égard des marchés émergents. Malgré tout, certains éléments positifs sont à noter, comme la perspective dans plusieurs pays émergents d'un certain nombre de baisses de taux d'intérêt, qui devraient soutenir les marchés financiers. Un autre risque potentiel qui pesait sur le marché, à savoir la fragilité de la situation géopolitique à Taïwan, a également été écarté pour le moment, les élections de janvier ayant conduit au maintien du statu quo. En Chine, les autorités ont annoncé au début de l'année qu'elles continuaient à mettre en œuvre diverses mesures de relance telles que l'assouplissement des conditions de prêt, mais cela n'a pas changé grand-chose aux fondamentaux sous-jacents. Il resterait également 278 milliards de dollars pour tenter d'enrayer la chute des marchés boursiers mais comme à son habitude, la Chine n'a pas précisé les détails pour l'instant. En Inde, en revanche, de bonnes nouvelles sont arrivées de l'État du Tamil Nadu. Il y a été annoncé que certains fournisseurs d'Apple, entre autres, investiraient plus de 4 milliards de dollars. Cette évolution s'inscrit dans le cadre des projets de nombreuses entreprises visant à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement au-delà de la Chine, et l'Inde en bénéficierait.

En février, les marchés émergents ont rapidement repris leur progression. La patience du gouvernement chinois semblait s'épuiser au vu des nombreuses mesures supplémentaires prises pour enrayer la chute des marchés boursiers locaux. La banque centrale a abaissé son taux d'intérêt directeur, plusieurs banques rurales ont fusionné et l'*« Équipe Nationale »* a été déployée pour acheter des actions et au moins stabiliser et, espérons-le, soutenir davantage le marché. Le but était vraisemblablement de profiter de l'atmosphère positive qui régnait après le succès du Nouvel An chinois pour ranimer un peu les « esprits animaux » et briser la spirale négative du manque de confiance (cette stratégie s'avérerait prématurée dès le printemps). Au Brésil et au Chili, la banque centrale a réduit les taux d'intérêt. En Indonésie, Prabowo a été élu comme prévu, ce qui devrait conduire à un statu quo à court terme.

En mars, les marchés boursiers des pays émergents ont de nouveau affiché une tendance légèrement positive, même si l'il serait peut-être plus indiqué de parler d'une période de consolidation. Le Premier ministre chinois Li Qiang a annoncé un objectif ambitieux de croissance économique d'environ 5% pour 2024. La Chine indique ainsi qu'elle donne la priorité à la croissance plutôt qu'aux réformes. Néanmoins, il est clair que les mesures de relance ne seront mises en œuvre que progressivement, ce qui réduit les chances d'atteindre l'objectif de croissance de 5%. En Amérique latine, la banque centrale brésilienne a encore réduit ses taux d'intérêt de 0,5% et la banque centrale mexicaine a également procédé pour la première fois à une baisse de 0,25%.

Le mois d'avril a été assez remarquable : les marchés d'actions des pays émergents ont terminé le mois sur une position plus ou moins neutre, alors que la plupart des actions du reste du monde ont chuté. Dans un premier temps, les actions ont également chuté sur les marchés émergents, notamment après que la banque centrale américaine a déclaré qu'il y aurait moins de baisses de taux d'intérêt cette année. Ils ont ensuite rebondi après qu'un certain nombre d'indicateurs macroéconomiques ont été positifs et que les prix des produits de base ont également augmenté. L'évolution positive des actions chinoises en particulier a été remarquable, et était également la principale raison de la meilleure performance mensuelle des marchés émergents. Le rapprochement entre les États-Unis et la Chine s'est poursuivi, mais les « neuf mesures » prises par le gouvernement pour mieux réglementer les marchés financiers, protéger les droits des actionnaires minoritaires et améliorer la qualité des nouvelles cotations en bourse ont également contribué à cette évolution.

En mai, les marchés boursiers des pays émergents ont d'abord progressé, avant de ralentir quelque peu. Les nouvelles en provenance de Chine ont été tour à tour bonnes et moins bonnes. D'une part, les États-Unis ont fortement augmenté les droits de douane sur les voitures électriques chinoises. Chaque fois qu'on pouvait espérer que le pire était peut-être passé pour l'économie, les marchés financiers en profitait car le pessimisme était très élevé et que la moindre étincelle pouvait pousser les actions à la hausse. Dans le même temps, de plus en plus de mesures de soutien ont été annoncées, ce qui a engendré une certaine crainte de passer à côté des choses. Au Brésil, les taux d'intérêt ont de nouveau été réduits de 0,25%, comme prévu, pour être ramenés à 10,5%.

Au cours du mois de juin, l'actualité des pays émergents a été assez riche. Bien sûr, chaque mois, il y a quelque chose à mentionner au sujet de la Chine, et le mois de juin n'a pas fait exception. Malheureusement, les nouvelles macroéconomiques en provenance de Chine sont restées tour à tour bonnes, puis moins bonnes. Nous avons pu observer que même avec des mesures de relance, la demande intérieure ne rebondit pas fortement pour l'instant. Les marchés boursiers chinois se sont donc essoufflés en juin, après avoir enregistré d'excellentes performances en avril et en mai. En Inde, Narendra Modi a été élu pour la troisième fois consécutive. Il n'est que la deuxième personne à avoir accompli cela dans le pays. Bien que son parti ait perdu la majorité absolue pour la première fois depuis 2014, Modi a d'abord nommé

majoritairement les mêmes ministres ayant déjà fait leurs preuves, ce qui devrait assurer la continuité et rassurer les marchés financiers. Le Mexique a également organisé des élections et, pour la première fois, une femme a remporté haut la main l'élection présidentielle. Claudia Sheinbaum est une protégée de l'ancien président AMLO et, là encore, ses nominations au poste de Premier ministre ont été interprétées de manière positive par le marché. Globalement, on peut donc également dire que les nombreux résultats électoraux dans les principaux pays émergents au cours du premier semestre 2024 n'ont pas conduit à de grandes surprises négatives.

1.3 . BILAN GLOBALISE

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	943.044.866,31	817.436.583,02
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	911.636.793,98	788.808.866,93
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	236.748.666,63	200.135.364,88
B. Instruments du marché monétaire	51.036.142,33	56.996.230,39
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	613.736.747,27	521.164.266,76
D. Autres valeurs mobilières	595,67	
E. OPC à nombre variable de parts	10.114.642,08	10.513.004,90
III. Crédances et dettes à plus d'un an	-86.762,41	
B. Dettes	-86.762,41	
IV. Crédances et dettes à un an au plus	-7.044.270,08	-99.687,23
A. Crédances		
a. Montants à recevoir	2.968.904,88	745.109,52
b. Avoirs fiscaux	1.106.076,53	922.755,59
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-1.893.173,06	-749.584,27
c. Emprunts (-)	-9.226.078,43	-1.017.968,07
V. Dépôts et liquidités	39.706.303,08	29.622.515,80
A. Avoirs bancaires à vue	39.706.303,08	29.622.515,80
VI. Comptes de régularisation	-1.167.198,26	-895.112,48
B. Produits acquis	3.006.642,75	2.954.751,59
C. Charges à imputer (-)	-4.173.841,01	-3.849.864,07
TOTAL CAPITAUX PROPRES	943.044.866,31	817.436.583,02
A. Capital	875.298.695,87	765.399.319,88
B. Participations au résultat	988.803,06	1.956.000,53
C. Résultat reporté	6.472.955,61	-8.748.994,32
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	60.284.411,77	58.830.256,93

1.4 . COMPTE DE RESULTATS GLOBALISE

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	58.735.970,89	56.500.760,85
A. Obligations et autres titres de créance		
a.Obligations	-3.007.285,27	4.191.793,66
B. Instruments du marché monétaire	140.306,58	259.613,28
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	51.610.598,02	64.533.390,09
D. Autres valeurs mobilières	750,72	286.684,74
E. OPC à nombre variable de parts	192.083,48	
H. Positions et opérations de change		
b.Autres positions et opérations de change	9.799.517,36	-12.770.720,92
II. Produits et charges des placements	9.475.570,32	8.826.513,43
A. Dividendes	5.809.654,79	5.933.923,63
B. Intérêts		
a.Valeurs mobilières/Instruments du marché monétaire	3.790.413,55	3.239.978,08
b.Dépôts et liquidités	553.729,91	354.749,95
C. Intérêts d'emprunts (-)	-89.547,01	-82.800,53
E. Précomptes mobiliers (-)	-588.680,92	-619.337,70
b.D'origine étrangère		
III. Autres produits	1.309,73	1.644,89
B. Autres	1.309,73	1.644,89
IV. Coûts d'exploitation	-7.741.869,53	-6.498.662,24
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-468.342,22	-94.508,01
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-138.835,83	-110.494,64
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a.Gestion financière	-2.699.467,36	-2.346.206,41
E	-54.329,79	-54.985,65
R	-2.645.137,57	-2.291.220,76
b.Gestion administrative et comptable	-97.850,50	-88.756,09
c.Rémunération commerciale	-3.782.600,16	-3.283.056,24
R	-3.782.600,16	-3.283.056,24
E. Frais administratifs (-)	-9.781,93	-13.754,49
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-624,87	-622,65
G. Rémunerations, charges sociales et pensions (-)	-4.664,52	-4.499,89
H. Services et biens divers (-)	-46.444,44	-29.214,64
J. Taxes	-419.998,21	-439.931,26
K. Autres charges (-)	-73.259,49	-87.617,92
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	1.735.010,52	2.329.496,08
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	60.470.981,41	58.830.256,93
VI. Impôts sur le résultat	-186.569,64	
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	60.284.411,77	58.830.256,93

1.5 . RESUME DES REGLES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

1.5.1 . Résumé des règles

Les règles d'évaluation ci-dessous ont été rédigées sur base de l'AR du 10 novembre 2006 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et aux rapports périodiques de certains organismes de placement collectif publics à nombre variable de parts. Plus particulièrement, les dispositions des articles 7 à 19 sont d'application.

Frais

Afin d'éviter des variations importantes de la valeur nette d'inventaire au moment de leur paiement, les charges à caractère récurrent sont provisionnées prorata temporis. Ce sont principalement les commissions et frais récurrents tels que mentionnés dans le prospectus (par exemple, la rémunération pour la gestion du portefeuille d'investissement, l'administration, le dépositaire, le commissaire, ...).

Les frais de constitution sont amortis sur une ou plusieurs années avec un maximum de 5 ans, selon la méthode linéaire.

Comptabilisation des achats et des ventes

Les valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, parts d'organismes de placement collectif et instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur, sont, au moment de leur acquisition et de leur aliénation, enregistrés dans les comptes respectivement à leur prix d'achat et à leur prix de vente. Les frais accessoires, tels que les frais de transaction et de livraison, sont immédiatement mis à charge du compte de résultats.

Créances et dettes

Les créances et dettes à court terme ainsi que les placements à terme sont portés au bilan à leur valeur nominale.

Lorsque la politique d'investissement du compartiment est principalement axée sur le placement de ses actifs dans des dépôts, des liquidités ou des instruments du marché monétaire, les placements sont évalués à leur juste valeur.

Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire et instruments financiers dérivés

Les valeurs mobilières, les instruments du marché monétaire et les instruments financiers dérivés (contrats d'option, contrats à terme et contrats de swap) sont évalués à leur juste valeur en respectant la hiérarchie suivante :

- S'il s'agit d'éléments du patrimoine pour lesquels il existe un marché actif fonctionnant à l'intervention d'établissements financiers tiers, ce sont le cours acheteur et le cours vendeur actuels formés sur ce marché qui sont retenus. Dans des cas exceptionnels, ces cours peuvent être indisponibles pour les obligations et pour d'autres titres de créance ; le cours moyen sera alors utilisé et cette procédure sera mentionnée dans le rapport (semi-)annuel.

- S'il s'agit d'éléments du patrimoine qui sont négociés sur un marché actif en dehors de toute intervention d'établissements financiers tiers, c'est le cours de clôture qui est retenu.

- Utilisation du prix de la transaction la plus récente, à condition que les circonstances économiques n'aient pas fondamentalement changé depuis cette transaction.

- Utilisation d'autres techniques de valorisation qui doivent utiliser au maximum les données du marché, être conformes aux méthodes économiques habituellement utilisées et être régulièrement calibrées et testées quant à leur validité.

L'évaluation des parts d'organismes de placement collectif à nombre variable de parts non cotés est faite sur la base de la valeur nette d'inventaire de ces parts.

Les réductions de valeur, moins-values et plus-values, qui proviennent des règles ci-dessus, sont imputées au compte de résultats dans le sous-poste concerné de la rubrique « I. réductions de valeur, moins-values et plus-values ».

Des variations de valeur relatives à des obligations et autres titres de créance qui résultent de la comptabilisation prorata temporis des intérêts courus, sont imputées au compte de résultats comme éléments constitutifs du poste « II. Produits et charges des placements - B. Intérêts ».

La juste valeur des instruments financiers dérivés (contrats d'option, contrats à terme et contrats de swap) est portée dans les différents postes du bilan et hors bilan en fonction de l'instrument sous-jacent.

Les valeurs sous-jacentes (des contrats d'option et des warrants) et les montants notionnels (des contrats à terme et des contrats de swap) sont portés dans les postes hors bilan sous les rubriques concernées.

En cas d'exercice des contrats d'option et des warrants, les primes sont portées en majoration ou en réduction du prix d'achat ou de vente des éléments du patrimoine sous-jacents. Les paiements et recettes intermédiaires résultant de contrats de swap sont portés au compte de résultats dans le sous-poste « II. Produits et charges des placements - D. Contrats de swap ».

Opérations en devises

Les éléments du patrimoine libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la devise du compartiment sur base du cours moyen du marché et le solde des écarts positifs et négatifs résultant de la conversion est imputé au compte de résultats dans la rubrique « I.H. Positions et opérations de change ».

1.5.2 . Taux de change

	30.06.24		30.06.23	
1 EUR	1,6048	AUD		1,6390 AUD
	5,9530	BRL		5,2630 BRL
	1,4666	CAD		1,4437 CAD
	0,9631	CHF		0,9761 CHF
	7,8247	CNH		7,9368 CNH
	7,7874	CNY		7,9251 CNY
	4.441,4933	COP		4.555,7721 COP
	25,0455	CZK		23,7585 CZK
	7,4575	DKK		7,4460 DKK
	0,8479	GBP		0,8582 GBP
	8,3676	HKD		8,5497 HKD
	394,9250	HUF		373,0000 HUF
	17.549,9070	IDR		16.356,8178 IDR
	89,3706	INR		89,5016 INR
	172,4017	JPY		157,6877 JPY
	1.475,2639	KRW		1.437,5562 KRW
	19,5975	MXN		18,7112 MXN
	11,4115	NOK		11,6885 NOK
	4,3085	PLN		4,4327 PLN
	11,3500	SEK		11,7843 SEK
	1,4525	SGD		1,4765 SGD
	34,7692	TWD		33,9787 TWD
	1,0718	USD		1,0910 USD
	19,5702	ZAR		20,6104 ZAR

2 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOFUTURE

2.1 . RAPPORT DE GESTION

2.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le compartiment EconoFuture a été lancé le 06/12/2010.

Prix et période de souscription initiale :

- Parts de capitalisation – classe R : du 02/11/2010 au 06/12/2010 au prix de 100,00 EUR par part.
- Parts de distribution – classe R : du 18/03/2022 au 21/03/2022 au prix de 100,00 EUR par part.

2.1.2 . Cotation en bourse

Non applicable.

2.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

L'objectif du compartiment est de faire bénéficier ses actionnaires d'une croissance intéressante à long terme associée à un risque modéré.

Par essence, l'allocation des actifs ainsi que la sélection des valeurs se font par le gestionnaire sur la base d'une vision à long terme tant au niveau macro-économique qu'au point de vue des techniques d'investissement. Une diversification efficace occupe une place significative dans la politique d'investissement.

La politique d'investissement tient compte, en outre, d'une forme de perception des risques actuelle sur l'ensemble des classes d'actifs. Par conséquent, l'allocation d'actif, dans le cadre de la gestion, peut être adaptée régulièrement en fonction des différents paramètres de risque.

Le maintien de rendements stables est également un des objectifs visés par le compartiment.

Aucune garantie formelle n'a été octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le compartiment investit essentiellement dans un portefeuille diversifié d'actions (min 0% et max 60% du portefeuille) et d'obligations sans privilégier ni une zone géographique, ni un secteur d'activités.

À titre accessoire, le compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire, et 20% en parts d'organismes de placement collectif.

La politique de placement respecte les règles définies à l'Arrêté Royal de 2012.

Opérations sur instruments financiers dérivés autorisées

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collatéral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limites de la politique de placement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). Outre celles déjà précisées, la politique de placement du compartiment est conforme à celle définie par l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances

Les obligations et titres de créance dans lesquels le compartiment investit sont émis par tout type d'émetteurs : gouvernements, entreprises publiques, entreprises privées et/ou institutions supranationales. Les émissions et/ou les émetteurs auront généralement un rating « investment grade » (minimum BBB- et/ou Baa3). Le compartiment n'investira pas plus de 50% de son portefeuille en obligations dites « High Yield » (à haut rendement) et en obligations qui n'ont pas de « credit rating » (note de crédit). Le compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en obligations de marchés émergents et frontières qui auront un rating inférieur à BB- et/ou Ba3. La note retenue sera celle de l'une des agences de notation principales donnant la note la plus élevée. Les obligations et titres de créance d'une durée d'au moins 398 jours au moment de leur émission, restent qualifiés comme des obligations et titres de créance pendant toute la durée de l'instrument.

Caractéristiques des actions

Le compartiment n'investira pas plus de 5% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas couvert de manière systématique. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir tout ou en partie le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Règlement SFDR

Le compartiment est soumis à l'article 8 du Règlement SFDR.

Le compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante.

De plus, le compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNGCI) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

2.1.4 . Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

2.1.5 . Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

2.1.6 . Indice et benchmark

Non applicable.

2.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice

ACTIONS

Dans le secteur des **biens de consommation de base**, les gestionnaires ont augmenté la position dans le groupe de supermarchés AholdDelhaize. Le groupe est l'un des plus grands acteurs de son secteur et le numéro 1 ou 2 sur 96% des marchés sur lesquels il opère. AholdDelhaize opère principalement sur la côte est des États-Unis (60% du chiffre d'affaires du groupe), aux Pays-Bas, en Belgique et dans quelques autres pays européens. L'entreprise a un profil relativement défensif car la demande alimentaire est peu sensible aux cycles. Les gestionnaires ont vendu leur position dans l'entreprise de chocolat et de confiserie Mondelez et ont acheté des actions supplémentaires dans PepsiCo, jugeant la valorisation de cette dernière plus attrayante. PepsiCo opère dans les secteurs des boissons, des snacks et des céréales de petit-déjeuner.

Dans le domaine de la **consommation durable**, l'action Nike a été vendue. Depuis l'entrée en fonction de la direction actuelle, l'entreprise est en déclin. L'accent mis sur la distribution directe, c'est-à-dire sur les propres boutiques, les ventes par Internet et la limitation de l'offre aux chaînes de magasins, coûte clairement des parts de marché au groupe. En outre, l'entreprise commercialise trop peu de produits innovants. Cela profite à d'autres acteurs tels qu'Adidas, Deckers Outdoor et On Holding. Comme la reprise (de la croissance) des bénéfices n'est pas évidente et qu'elle prendra de toute façon beaucoup de temps, l'action a été vendue. Les managers ont pris une première position dans Home Depot. Cette entreprise est la plus grande chaîne de magasins de bricolage aux États-Unis et est également très présente au Canada et au Mexique, avec un total d'environ 2300 magasins d'une superficie moyenne de 10 000 mètres carrés. Environ la moitié du chiffre d'affaires provient du segment bricolage, et l'autre, du segment professionnel. Home Depot réalise des marges bénéficiaires décentes et présente un bilan solide. L'action est principalement un appel sur le marché immobilier américain.

La **santé** est l'un des secteurs qui devraient pouvoir enregistrer une croissance structurelle dans les années à venir grâce au vieillissement de la population et à l'augmentation du budget et de l'attention accordée aux soins de santé dans les marchés émergents. À l'intérieur du compartiment, les gestionnaires ont pris des bénéfices partiels sur Boston Scientific (stimulateurs cardiaques, cathéters et stents, entre autres) et Stryker (matériel médical et chirurgical, entre autres). La société pharmaceutique Eli Lilly a fait son retour dans le portefeuille. L'entreprise est surtout connue pour ses traitements contre le diabète et l'obésité. Dans ce dernier domaine, l'entreprise domine le marché mondial avec Novo Nordisk. Eli Lilly est également un acteur majeur dans le traitement des maladies cardiovasculaires et de l'oncologie. Le groupe dispose en outre d'un médicament prometteur pour traiter la maladie d'Alzheimer.

Dans le **secteur industriel**, des bénéfices ont été pris sur Emerson Electric, un acteur majeur de l'automatisation aux États-Unis. Cependant, l'entreprise obtient de très mauvais résultats en ce qui concerne les émissions de CO₂. Bureau Veritas était un nouveau venu dans le compartiment. Cette entreprise vieille de 195 ans est un leader mondial français aux racines belges. L'entreprise est active dans le domaine des essais, de l'inspection et de la certification. Elle prend notamment en charge l'inspection de la sécurité des ascenseurs, l'analyse d'échantillons provenant de forages exploratoires dans l'industrie minière et des inspections de sécurité alimentaire. Pour la période 2023-2028, la direction prévoit une croissance organique annuelle du chiffre d'affaires de 7 à 9% et une nouvelle amélioration de la marge bénéficiaire d'exploitation (actuellement d'environ 16%). Le groupe réalise très régulièrement de petites acquisitions pour compléter sa croissance organique. Quelque 28% du chiffre d'affaires provient d'Asie et 9% d'Afrique et du Moyen-Orient. L'entreprise est bien placée pour bénéficier de la croissance supérieure à la moyenne de ces régions.

Dans le secteur des **technologies de l'information**, les gestionnaires ont acheté des actions d'Applied Materials. Cette entreprise fournit des machines, des logiciels et des services pour la production de semi-conducteurs (puces). L'entreprise constitue un « guichet unique », puisqu'elle fournit une large gamme de machines aux fabricants de semi-conducteurs. Le marché des machines à semi-conducteurs est cyclique. Les perspectives à moyen et long terme pour le marché et pour Applied Materials restent favorables, car la demande de puces (et donc de machines complexes pour les fabriquer) continue de croître, sous l'effet de la numérisation croissante de l'économie. En outre, les États-Unis, l'Europe et la Chine souhaitent construire leur propre industrie des puces, ce qui stimule la demande de machines à fabriquer des puces. Le marché des machines à fabriquer des puces est très concentré et les barrières à l'entrée sont élevées. Les gestionnaires

ont également pris une position dans Nvidia au cours du premier semestre. Cette entreprise est spécialisée dans les puces dotées d'une grande puissance de calcul parallèle. Celles-ci trouvent des applications dans l'IA, les ordinateurs de jeu et les voitures auto-conduites.

OBLIGATIONS

Après une bonne fin d'année 2023, les euro-obligations n'ont pas réussi à poursuivre la tendance positive en 2024, malgré la baisse des taux de la BCE. Les obligations d'État libellées en euros affichent des rendements moyens négatifs au premier semestre 2024. Les obligations d'entreprises libellées en euros ont été légèrement supérieures à zéro. Pour les obligations en USD, la situation était différente : en partie grâce à des taux d'intérêt plus élevés et à une appréciation de l'USD, les rendements se sont avérés positifs.

Grâce à une sélection axée sur les obligations d'entreprises, en particulier les obligations d'entreprises belges, et à une position importante en obligations en USD, la composante obligataire d'EconoFuture a réussi à afficher des rendements positifs au cours du premier semestre de l'année.

Compte tenu des taux d'intérêt nettement plus élevés en 2023 sur les obligations, l'accent a alors été clairement mis sur l'immobilisation de ces derniers pour des périodes plus longues. Ce programme s'est poursuivi en 2024. Les obligations d'une durée supérieure à 7 ans représentent déjà plus de 40% de la composante obligataire (sans compter les 6% d'obligations perpétuelles).

À la fin du mois de juin, les obligations dans EconoFuture avaient un rendement courant moyen d'environ 4,5%, ce qui est nettement plus élevé que la moyenne des dix dernières années.

2.1.8 . Politique future

ACTIONS

Le portefeuille d'actions du compartiment est relativement concentré (environ 40 positions) et reflète les convictions des gestionnaires. À l'avenir, les gestionnaires souhaitent également limiter le nombre de positions tout en accordant une attention suffisante à la diversification entre les secteurs et les actions. Les gestionnaires veulent continuer à éviter les positions trop faibles (<1%) en actions individuelles, car il est difficile pour ces positions de contribuer de manière significative aux rendements du portefeuille. Outre les évolutions propres aux entreprises et aux secteurs, les évolutions macroéconomiques – et en particulier l'évolution de la croissance et des taux d'intérêt – restent au centre des préoccupations des gestionnaires.

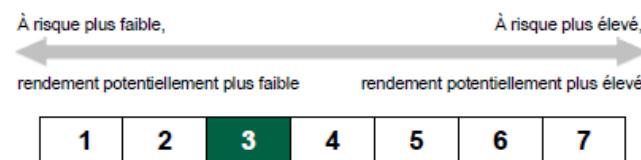
OBLIGATIONS

Avec une duration moyenne dans le volet obligataire de 10 sur les obligations d'État (en euros et en dollars US) et une duration totale de 6 environ, le volet obligataire d'EconoFuture est prêt à faire face à une baisse des taux d'intérêt.

Au second semestre également, nous prévoyons la poursuite de la stratégie visant à augmenter les échéances (en cas de corrections intermédiaires) et, par conséquent, la poursuite de la stratégie visant à bloquer les taux d'intérêt élevés pour des périodes plus longues. En outre, l'accent mis clairement sur la qualité, en ce qui concerne les obligations d'entreprises belges et les obligations des marchés émergents, ainsi que le poids très limité des obligations à haut rendement, ne devraient pas changer dans l'immédiat.

2.1.9 . Indicateur synthétique de risque

Indicateur de risque



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le Produit jusqu'à l'échéance de la période de détention recommandée. Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant échéance, et vous pourriez obtenir moins en retour.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce Produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce Produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

La catégorie de risque 3 correspond à un potentiel limité de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son exposition diversifiée aux marchés des actions et des obligations, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt, de crédit et de change.

2.2 . BILAN

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	461.811.786,20	416.374.903,44
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	441.698.841,72	407.670.667,15
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	234.017.180,36	195.153.060,41
B. Instruments du marché monétaire	50.488.367,91	56.159.468,40
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	149.497.852,25	148.478.945,84
E. OPC à nombre variable de parts	7.695.441,20	7.879.192,50
III. Créances et dettes à plus d'un an	-42.487,44	
B. Dettes	-42.487,44	
IV. Créances et dettes à un an au plus	284.405,80	-306.170,73
A. Créesances		
a. Montants à recevoir	1.923.749,11	189.835,00
b. Avoirs fiscaux	347.031,76	291.082,19
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-929.014,83	-474.776,50
c. Emprunts (-)	-1.057.360,24	-312.311,42
V. Dépôts et liquidités	18.770.462,92	7.949.397,54
A. Avoirs bancaires à vue	18.770.462,92	7.949.397,54
VI. Comptes de régularisation	1.100.563,20	1.061.009,48
B. Produits acquis	2.945.978,10	2.823.428,25
C. Charges à imputer (-)	-1.845.414,90	-1.762.418,77
TOTAL CAPITAUX PROPRES	461.811.786,20	416.374.903,44
A. Capital	446.765.967,73	397.951.873,46
B. Participations au résultat	113.023,65	110.063,38
C. Résultat reporté	-321.530,73	-1.522.285,06
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	15.254.325,55	19.835.251,66

2.3 . COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	13.752.119,12	18.223.407,20
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	-2.999.540,27	3.975.985,13
B. Instruments du marché monétaire	163.068,89	280.993,74
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	12.931.947,70	18.071.306,05
D. Autres valeurs mobilières	0,40	
E. OPC à nombre variable de parts	232.267,80	436.575,00
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	3.424.374,60	-4.541.452,72
II. Produits et charges des placements	5.196.920,16	4.615.396,65
A. Dividendes	1.389.755,23	1.629.897,42
B. Intérêts		
a. Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire	3.690.006,67	3.085.585,43
b. Dépôts et liquidités	308.191,86	139.261,03
C. Intérêts d'emprunts (-)	-11.228,46	-45.742,52
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-179.805,14	-193.604,71
III. Autres produits	614,02	453,75
B. Autres	614,02	453,75
IV. Coûts d'exploitation	-3.602.751,26	-3.004.005,94
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-389.823,27	-31.635,76
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-68.124,00	-59.090,07
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-1.176.736,63	-1.075.164,52
R	-1.176.736,63	-1.075.164,52
b. Gestion administrative et comptable	-35.807,35	-33.825,30
c. Rémunération commerciale	-1.672.098,74	-1.524.827,88
R	-1.672.098,74	-1.524.827,88
E. Frais administratifs (-)	-3.765,97	-5.110,77
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-306,49	-318,20
G. Rémunerations, charges sociales et pensions (-)	-2.481,67	-2.311,76
H. Services et biens divers (-)	-14.977,00	-9.724,80
J. Taxes	-205.830,47	-222.439,08
K. Autres charges (-)	-32.799,67	-39.557,80
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	1.594.782,92	1.611.844,46
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	15.346.902,04	19.835.251,66
VI. Impôts sur le résultat	-92.576,49	
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	15.254.325,55	19.835.251,66

2.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

2.4.1 . Composition des actifs au 30.06.24

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>							
AUSTRIA 2.9 23-33 20/02A	1.000.000	EUR	99,05%	990.515,00	0,22%	0,21%	
BELGIUM 1.7 19-50 22/06A	300.000	EUR	68,87%	206.602,50	0,05%	0,05%	
BELGIUM 2.75 22-39 22/04A	8.000.000	EUR	93,04%	7.443.480,00	1,69%	1,61%	
BELGIUM 4 12-32 28/03A	250.000	EUR	106,89%	267.223,75	0,06%	0,06%	
BULGARIA 4.5 23-33 27/01A	3.000.000	EUR	104,04%	3.121.230,00	0,71%	0,68%	
BULGARIA 4.625 22-34 23/09A	5.740.000	EUR	105,08%	6.031.850,30	1,37%	1,31%	
BULGARIA 4.875 23-36 13/05A	1.000.000	EUR	105,75%	1.057.515,00	0,24%	0,23%	
COMMUNAUTE FLAMANDE 0.375 16-26 13/10A	300.000	EUR	93,54%	280.623,00	0,06%	0,06%	
EUROPEAN UNION 0.4 21-37 04/02A	1.000.000	EUR	71,01%	710.140,00	0,16%	0,15%	
EUROPEAN UNION 1.25 22-43 04/02A	9.000.000	EUR	70,29%	6.326.145,00	1,43%	1,37%	
EUROPEAN UNION 2.625 22-48 04/02A	8.000.000	EUR	86,23%	6.898.680,00	1,56%	1,49%	
GERMANY 0.10 15-46 15/04A	500.000	EUR	91,58%	582.331,78	0,13%	0,13%	
GERMANY 0.1 15-26 15/04A	3.750.000	EUR	97,58%	4.618.942,19	1,05%	1,00%	
GERMANY 0.50 14-30 15/04A	1.200.000	EUR	99,78%	1.515.458,25	0,34%	0,33%	
HUNGARY 1.75 20-35 05/06A	1.000.000	EUR	75,66%	756.645,00	0,17%	0,16%	
IRELAND 0.55 21-41 22/04A	11.500.000	EUR	66,15%	7.607.710,00	1,72%	1,65%	
IRELAND 1.50 19-50 15/05A	9.000.000	EUR	69,92%	6.293.115,00	1,42%	1,36%	
IRELAND 3 23-43 18/10A	1.500.000	EUR	97,24%	1.458.622,50	0,33%	0,32%	
MACEDONIA GOVERNMENT 6.25 23-27 15/02A	1.000.000	EUR	103,88%	1.038.785,00	0,24%	0,23%	
REPUBLIC OF POL 3.6250 24-34 11/01A	1.000.000	EUR	98,96%	989.595,00	0,22%	0,21%	
ROMANIA 2.0 21-33 14/04A	1.500.000	EUR	75,13%	1.126.927,50	0,26%	0,24%	
ROMANIA 2.124 19-31 16/07A	1.000.000	EUR	80,62%	806.230,00	0,18%	0,17%	
ROMANIA 2.75 15-25 29/10A	500.000	EUR	98,84%	494.202,50	0,11%	0,11%	
ROMANIA 3.375 18-38 08/02A	1.500.000	EUR	76,43%	1.146.457,50	0,26%	0,25%	
ROMANIA 3.75 22-34 07/02A	2.000.000	EUR	85,98%	1.719.560,00	0,39%	0,37%	
ROMANIA 3.875 15-35 29/10A	500.000	EUR	84,50%	422.490,00	0,10%	0,09%	
SERBIA 1 21-28 23/09A	3.000.000	EUR	85,13%	2.553.750,00	0,58%	0,55%	
SLOVAKIA 3.75 23-35 23/02A	700.000	EUR	99,41%	695.845,50	0,16%	0,15%	
SPAIN 0.65 16-27 30/11A	250.000	EUR	98,40%	307.096,37	0,07%	0,07%	
SPAIN 1.00 14-30 30/11A	1.000.000	EUR	99,44%	1.243.824,23	0,28%	0,27%	
EUR				68.711.592,87	15,56%	14,88%	
COLOMBIA 8.0000 23-35 14/11S	1.000.000	USD	102,91%	960.172,61	0,22%	0,21%	
SERBIA INTL BOND 6.0 24-34 12/06S	500.000	USD	98,49%	459.463,49	0,10%	0,10%	
UNITED STATES 0.125 16-26 15/07S	500.000	USD	95,54%	582.827,71	0,13%	0,13%	
UNITED STATES 0.875 17-47 15/02S	4.250.000	USD	74,96%	3.859.600,03	0,87%	0,83%	
UNITED STATES 1.50 16-26 15/08S	500.000	USD	93,54%	436.384,71	0,10%	0,09%	
UNITED STATES 1.75 19-29 15/11S	4.000.000	USD	87,70%	3.272.976,46	0,74%	0,71%	
UNITED STATES 2.25 16-46 15/08S	12.750.000	USD	66,47%	7.907.409,03	1,79%	1,71%	
UNITED STATES 2.50 15-45 15/02S	7.500.000	USD	71,13%	4.977.256,82	1,13%	1,08%	
UNITED STATES 2.5 22-27 31/03S	1.000.000	USD	94,71%	883.703,64	0,20%	0,19%	
UNITED STATES 2.75 22-32 15/08S	3.000.000	USD	88,83%	2.486.441,57	0,56%	0,54%	
US TREASURY N/B 3.8750 23-33 15/08S	5.500.000	USD	96,02%	4.927.323,88	1,12%	1,07%	
USD				30.753.559,95	6,96%	6,66%	
POLAND 0.25 21-26 25/10A	10.000.000	PLN	89,51%	2.077.532,79	0,47%	0,45%	
POLAND 1.25 20-30 25/10A	11.000.000	PLN	77,73%	1.984.506,21	0,45%	0,43%	
POLAND 1.75 21-32 25/04A	6.500.000	PLN	76,07%	1.147.604,16	0,26%	0,25%	
PLN				5.209.643,16	1,18%	1,13%	
UNITED KINGDOM 1.5000 21-53 31/07S	3.000.000	GBP	50,47%	1.785.634,26	0,40%	0,38%	
GBP				1.785.634,26	0,40%	0,38%	
CANADA 0.50 20-25 01/09S	950.000	CAD	95,82%	620.714,60	0,14%	0,13%	
CANADA 2.75 23-33 01/06S	1.700.000	CAD	94,27%	1.092.756,13	0,25%	0,24%	
CAD				1.713.470,73	0,39%	0,37%	

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
NORWAY 2.125 22-32 18/05A NOK	17.000.000	NOK	89,77%	1.337.296,58 1.337.296,58		0,30% 0,30%	0,29% 0,29%
CZECH REPUBLIC 1.00 15-26 26/06A	13.500.000	CZK	94,23%	507.904,12		0,12%	0,11%
CZECH REPUBLIC 1.50 20-40 24/04A CZK	25.000.000	CZK	68,52%	683.930,25 1.191.834,37		0,15% 0,27%	0,15% 0,26%
OBLIGATIONS-Emises par un état				110.703.031,92		25,06%	23,97%
ADLER GROUP S.A. 3.25 20-25 05/08A	3.000.000	EUR	33,00%	989.970,00		0,22%	0,21%
AT AND T INC FLR 20-XX 01/05A	6.500.000	EUR	98,17%	6.380.822,50		1,44%	1,38%
BARRY CAL 4.0 24-29 14/06A	1.800.000	EUR	100,27%	1.804.941,00		0,41%	0,39%
COFINIMMO 2.927 22-29 16/05A	1.100.000	EUR	91,18%	1.003.014,62		0,23%	0,22%
COFINIMMO SA 1 22-28 24/01A 22-28 24/01A	2.200.000	EUR	90,19%	1.984.202,00		0,45%	0,43%
COLRUYT GROUP N.V. 4.25 23-28 21/02A	7.200.000	EUR	102,04%	7.346.916,00		1,66%	1,59%
COMPAGNIE IMMOBILIÈRE DE 3 21-28 12/05A	1.500.000	EUR	95,92%	1.438.754,83		0,33%	0,31%
CTP NV 0.875 22-26 20/01A	2.000.000	EUR	95,34%	1.906.790,00		0,43%	0,41%
CTP NV 4.75 24-30 05/02A	1.700.000	EUR	101,43%	1.724.250,50		0,39%	0,37%
ELIA GROUP SANV 3.875 24-31 11/06A	2.200.000	EUR	99,70%	2.193.411,00		0,50%	0,48%
ELIA TRANSMISSION BE 3.625 23-33 18/01A	400.000	EUR	99,83%	399.302,00		0,09%	0,09%
FLUVIUS SYSTEM 0.6250 21-31 24/11A	1.400.000	EUR	80,76%	1.130.633,00		0,26%	0,25%
FLUVIUS SYSTEM OPERA 3.857 23-33 09/05A	1.200.000	EUR	100,81%	1.209.768,00		0,27%	0,26%
FLUVIUS SYSTEM OPERA 3.875 24-34 02/05A	1.400.000	EUR	99,89%	1.398.495,00		0,32%	0,30%
FLUVIUS SYSTEM OPERATOR 4 22-32 06/07A	800.000	EUR	101,92%	815.332,00		0,18%	0,18%
IBERDROLA INTL BV FL.R 19-XX 12/02A	6.000.000	EUR	99,38%	5.963.070,00		1,35%	1,29%
IMMOBEL 4.75 22-26 29/06A	4.000.000	EUR	99,77%	3.990.820,00		0,90%	0,86%
KINEPOLIS GROUP SA 2.4 17-25 15/12A	1.000.000	EUR	92,94%	929.413,27		0,21%	0,20%
KINEPOLIS GROUP SA 2.75 19-26 18/12A	2.100.000	EUR	95,65%	2.008.665,44		0,46%	0,44%
NEXTENSA 1.95 19-26 28/11A 0 19-26 28/11A	800.000	EUR	88,59%	708.704,00		0,16%	0,15%
NN GROUP NV FL.R 14-XX 15/07A	1.000.000	EUR	99,95%	999.545,00		0,23%	0,22%
NN GROUP NV FL.R 22-43 01/03A	1.500.000	EUR	103,05%	1.545.772,50		0,35%	0,34%
NN GROUP NV FL.R 23-43 03/11A	1.000.000	EUR	107,92%	1.079.165,00		0,24%	0,23%
NV BEKAERT SA 2.75 19-26 25/10A	1.825.000	EUR	97,34%	1.776.518,88		0,40%	0,38%
NV BEKAERT SA 2.75 20-27 23/10A	1.953.000	EUR	95,99%	1.874.714,00		0,42%	0,41%
OEBB-INFRASTRUCKTUR 3 13-33 24/10A	350.000	EUR	99,44%	348.045,25		0,08%	0,08%
ORSTED 5.25 22-XX 08/12A	1.000.000	EUR	101,59%	1.015.885,00		0,23%	0,22%
PROSUS NV 1.985 21-33 13/07A	1.000.000	EUR	78,77%	787.720,00		0,18%	0,17%
PROSUS NV 2.031 20-32 03/08A	1.000.000	EUR	81,44%	814.415,00		0,18%	0,18%
SKY LIMITED 2.25 15-25 17/11A 0 25 17/11A	500.000	EUR	98,30%	491.517,50		0,11%	0,11%
SOLVAY SA FL.R 20-XX 02/03A	1.000.000	EUR	96,59%	965.880,00		0,22%	0,21%
UCB 5.2 23-29 21/11A	1.500.000	EUR	105,35%	1.580.175,00		0,36%	0,34%
VGP SA 1.5 21-29 08/04A	3.500.000	EUR	85,70%	2.999.535,00		0,68%	0,65%
VGP SA 1.625 22-27 17/01A	3.300.000	EUR	92,48%	3.051.675,00		0,69%	0,66%
VGP SA 2.25 22-30 17/01A	5.000.000	EUR	86,10%	4.304.950,00		0,98%	0,93%
VGP SA 3.50 18-26 19/03A	1.812.000	EUR	99,15%	1.796.661,42		0,41%	0,39%
EUR				70.759.449,71		16,02%	15,33%
APPLE INC 3.85 13-43 04/05S	1.000.000	USD	83,67%	780.727,79		0,18%	0,17%
AT&T INC 3.65 21-59 15/09S	633.000	USD	66,92%	395.247,74		0,09%	0,09%
ATT INC 3.5 20-41 28/05S	2.000.000	USD	76,36%	1.424.949,84		0,32%	0,31%
COCA-COLA ICECEK AS 4.5 22-29 20/01S	1.000.000	USD	92,25%	860.751,11		0,20%	0,19%
KRAFT HEINZ FOODS CO 6.875 12-39 26/01S	1.000.000	USD	110,91%	1.034.863,54		0,23%	0,22%
LEVI STRAUSS & CO 3.5 21-31 01/03S	1.000.000	USD	86,68%	808.756,70		0,18%	0,17%
MICROSOFT CORP 2.525 20-50 01/06S	1.000.000	USD	63,04%	588.238,86		0,13%	0,13%
MICROSOFT CORP 2.921 21-52 17/03S	3.000.000	USD	67,84%	1.899.076,28		0,43%	0,41%
PROSUS NV 3.6800 20-30 21/01S	2.000.000	USD	88,89%	1.658.707,72		0,38%	0,36%
QUALCOMM INC 4.65 15-35 20/05S	700.000	USD	97,25%	635.179,38		0,14%	0,14%
SHERWIN-WILLIAMS CO 3.45 17-27 01/06S	1.000.000	USD	95,28%	888.985,31		0,20%	0,19%
SMURFIT CAPITAL FNDG 7.50 95-25 20/11S USD	400.000	USD	102,11%	381.078,26 11.356.562,53		0,09%	0,08%
LEROY SEAFOOD GROUP FL.R 21-26 17/09Q NOK	10.000.000	NOK	100,50%	880.668,62 880.668,62		0,20% 0,20%	0,19% 0,19%
BRITISH TELECOM FL.R 23-83 20/12A GBP	300.000	GBP	106,47%	376.743,53 376.743,53		0,09% 0,09%	0,08% 0,08%
OBLIGATIONS-Emises par une entreprise privée				83.373.424,39		18,88%	18,06%
ALIAXIS FINANCE 0.8750 21-28 08/11A	2.700.000	EUR	87,98%	2.375.392,50		0,54%	0,52%

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
FRESENIUS FINANCE IR 0 21-25 01/04A	1.000.000	EUR	95,67%	956.745,00		0,22%	0,21%
FRESENIUS FIN IRL 3.00 17-32 30/01A	1.450.000	EUR	95,13%	1.379.392,25		0,31%	0,30%
GIMV NV 2.2500 21-29 15/03A	500.000	EUR	92,00%	459.980,00		0,10%	0,10%
GIMV NV 3.50 19-31 05/07A	3.450.000	EUR	96,88%	3.342.325,50		0,76%	0,72%
KBC GROUPE SA FL.R 18-XX 24/04S	2.000.000	EUR	97,15%	1.942.990,00		0,44%	0,42%
LA LORRAINE BAK 3.0000 20-27 15/12A	2.375.000	EUR	95,43%	2.266.557,50		0,51%	0,49%
SIEMENS FIN NV 2.875 13-28 10/03A	200.000	EUR	99,97%	199.942,00		0,05%	0,04%
SMURFIT KAPPA TSY 0.5000 21-29 22/09A	500.000	EUR	85,37%	426.847,50		0,10%	0,09%
SMURFIT KAPPA TSY 1 21-33 22/09A3 22/09A	500.000	EUR	79,57%	397.832,50		0,09%	0,09%
SOFINA SA 1.0000 21-28 23/09A	6.100.000	EUR	87,98%	5.366.658,00		1,22%	1,16%
VOLKSWAGEN INTL FIN FL.R 15-30 20/03A	1.500.000	EUR	89,75%	1.346.317,50		0,30%	0,29%
VOLKSWAGEN INTL FIN FL.R 20-XX 17/06A	1.000.000	EUR	98,79%	987.885,00		0,22%	0,21%
EUR				21.448.865,25		4,86%	4,64%
BANQUE EUROP INVEST 2.9 15-25 17/10S	3.800.000	AUD	97,90%	2.318.277,05		0,52%	0,50%
AUD				2.318.277,05		0,52%	0,50%
AIA GROUP LTD FL.R 21-XX 07/10S	650.000	USD	93,97%	569.916,72		0,13%	0,12%
BANQUE EUROP INVEST 4.875 06-36 15/02S	500.000	USD	102,85%	479.818,05		0,11%	0,11%
DEV BANK OF JAPAN 2.625 17-27 01/09S	300.000	USD	93,58%	261.946,82		0,06%	0,06%
INTL BANK FOR RECONS 4.75 24-26 10/04S	1.000.000	USD	99,78%	930.968,04		0,21%	0,20%
USD				2.242.649,63		0,51%	0,49%
VOLKSWAGEN FINANCIAL 3.2522-2713/04A	1.000.000	GBP	94,29%	1.112.148,37		0,25%	0,24%
GBP				1.112.148,37		0,25%	0,24%
OBLIGATIONS-Emises par un établissement de crédit				27.121.940,30		6,14%	5,87%
OBLIGATIONS				221.198.396,61		50,08%	47,90%
NORWAY 1.75 15-25 13/03A	155.000.000	NOK	98,17%	13.334.427,99		3,02%	2,89%
NOK				13.334.427,99		3,02%	2,89%
CZECH REPUBLIC 0 21-24 12/12U	140.000.000	CZK	98,04%	5.480.461,56		1,24%	1,19%
CZK				5.480.461,56		1,24%	1,19%
SPAIN 1.80 13-24 30/11A	4.200.000	EUR	99,93%	5.264.057,15		1,19%	1,14%
EUR				5.264.057,15		1,19%	1,14%
UNITED STATES 0.25 15-25 15/01S	3.000.000	USD	97,96%	3.628.427,14		0,82%	0,78%
USD				3.628.427,14		0,82%	0,78%
CANADA 2.7500 22-24 01/08S	4.100.000	CAD	99,84%	2.791.231,80		0,63%	0,60%
CAD				2.791.231,80		0,63%	0,60%
UNITED KINGDOM 0.25 21-25 31/01S	2.200.000	GBP	97,67%	2.534.404,67		0,58%	0,55%
GBP				2.534.404,67		0,58%	0,55%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE-Emises par un état				33.033.010,31		7,48%	7,15%
CPT NV 0.5 21-25 21/06A	452.000	EUR	96,62%	436.722,40		0,10%	0,10%
DS SMITH PLC 1.375 17-24 26/07A	100.000	EUR	99,83%	99.828,00		0,02%	0,02%
EANDIS SYST OPERATOR 2.00 17-25 23/06A	4.980.500	EUR	98,11%	4.886.567,77		1,11%	1,06%
MOLNLYCKE HOLDING AB 1.875 17-25 28/02AA	100.000	EUR	98,68%	98.677,00		0,02%	0,02%
TESSENDERLO CHEMIE 3.375 15-25 15/07A	2.000.000	EUR	99,22%	1.984.440,00		0,45%	0,43%
VGP SA 3.25 17-24 06/07A	281.000	EUR	99,95%	280.851,07		0,06%	0,06%
EUR				7.787.086,24		1,76%	1,69%
BHARTI AIRTEL LTD 4.375 15-25 10/06S	1.000.000	USD	98,92%	922.971,78		0,21%	0,20%
GILEAD SCIENCES INC 3.50 14-25 01/02S	1.500.000	USD	98,82%	1.383.086,07		0,31%	0,30%
LENOVO GROUP LTD 5.875 20-25 24/04S	2.000.000	USD	100,12%	1.868.262,19		0,42%	0,40%
USD				4.174.320,04		0,94%	0,90%
TESCO CORP TREASURY 2.5 19-25 02/05A	1.400.000	GBP	97,79%	1.614.784,45		0,37%	0,35%
GBP				1.614.784,45		0,37%	0,35%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE-Emises par une entreprise privée				13.576.190,73		3,07%	2,94%

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
BANQUE INTERNATIONAL 2.125 15-25 03/03S USD	1.000.000	USD	97,93%	913.771,87 913.771,87		0,21% 0,21%	0,20% 0,20%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE -Emises par un établissement de crédit				913.771,87		0,21%	0,20%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE				47.522.972,91		10,76%	10,29%
ALPHABET INC -A-	41.000	USD	182,15	6.968.182,88		1,58%	1,51%
APPLE INC	10.000	USD	210,62	1.965.197,11		0,44%	0,43%
APPLIED MATERIALS INC	20.000	USD	235,99	4.403.825,52		1,00%	0,95%
ARISTA NETWORKS INC	20.500	USD	350,48	6.703.839,51		1,52%	1,45%
AUTODESK INC	16.000	USD	247,45	3.694.145,09		0,84%	0,80%
BLACKROCK INC	5.750	USD	787,32	4.224.016,79		0,96%	0,92%
BOOKING HOLDINGS INC	1.500	USD	3.961,50	5.544.436,67		1,25%	1,20%
BOSTON SCIENTIF CORP	54.500	USD	77,01	3.916.067,18		0,89%	0,85%
ELI LILLY & CO	2.900	USD	905,38	2.449.826,92		0,55%	0,53%
FEDEX CORP	13.000	USD	299,84	3.636.967,58		0,82%	0,79%
HOME DEPOT INC	7.500	USD	344,24	2.408.957,31		0,55%	0,52%
MARVELL TECH --- REGISTERED SHS	54.000	USD	69,90	3.521.903,43		0,80%	0,76%
MICROSOFT CORP	16.000	USD	446,95	6.672.451,60		1,51%	1,45%
NEWMONT CORPORATION - REG SHS	121.000	USD	41,87	4.727.100,54		1,07%	1,02%
NIKE INC	36.000	USD	75,37	2.531.672,50		0,57%	0,55%
NVIDIA CORP	13.000	USD	123,54	1.498.502,45		0,34%	0,32%
ON SEMICONDUCTOR CORP	55.000	USD	68,55	3.517.844,65		0,80%	0,76%
PEPSICO INC	19.500	USD	164,93	3.000.825,75		0,68%	0,65%
S&P GLOBAL INC	12.000	USD	446,00	4.993.701,89		1,13%	1,08%
STRYKER CORP	11.950	USD	340,25	3.793.783,53		0,86%	0,82%
THERMO FISHER SCIENTIFIC INC - REG SHS	7.400	USD	553,00	3.818.241,19		0,86%	0,83%
VISA INC -A-	22.000	USD	262,47	5.387.767,67		1,22%	1,17%
WALT DISNEY CO	42.000	USD	99,29	3.891.000,70		0,88%	0,84%
États-Unis				93.270.258,46		21,12%	20,20%
AIR LIQUIDE SA	14.700	EUR	161,28	2.370.816,00		0,54%	0,51%
BUREAU VERITAS SA	40.000	EUR	25,86	1.034.400,00		0,23%	0,22%
CIE DE SAINT-GOBAIN	50.000	EUR	72,62	3.631.000,00		0,82%	0,79%
ESSILORLUXOTTICA SA	13.550	EUR	201,20	2.726.260,00		0,62%	0,59%
VINCI SA	30.000	EUR	98,38	2.951.400,00		0,67%	0,64%
France				12.713.876,00		2,88%	2,75%
ABB LTD	65.000	CHF	49,92	3.369.295,47		0,76%	0,73%
DSM-FIRMENICH LTD - REG SHS	16.000	EUR	105,60	1.689.600,00		0,38%	0,37%
NESTLE SA PREFERENTIAL SHARE	23.500	CHF	91,72	2.238.118,48		0,51%	0,48%
Suisse				7.297.013,95		1,65%	1,58%
ASSA ABLOY AB -B- REG SHS	164.000	SEK	299,60	4.329.022,03		0,98%	0,94%
ESSITY AB REGISTERED -B-	70.000	SEK	271,40	1.673.832,60		0,38%	0,36%
Suède				6.002.854,63		1,36%	1,30%
AGNICO EAGLE MINES LTD	98.000	USD	65,40	5.980.125,96		1,36%	1,29%
Canada				5.980.125,96		1,36%	1,29%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS)	33.000	USD	173,81	5.351.742,48		1,21%	1,16%
Taiwan				5.351.742,48		1,21%	1,16%
KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE NV	110.000	EUR	27,59	3.034.900,00		0,69%	0,66%
STELLANTIS NV-BEARER AND REGISTERED SHS	118.000	EUR	18,47	2.179.460,00		0,49%	0,47%
Pays-Bas				5.214.360,00		1,18%	1,13%
ASTRAZENECA PLC	28.000	GBP	123,56	4.080.533,11		0,92%	0,88%
Royaume-Uni				4.080.533,11		0,92%	0,88%
IBERDROLA SA	320.431	EUR	12,12	3.882.021,57		0,88%	0,84%
Espagne				3.882.021,57		0,88%	0,84%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	2.500	USD	1.480,00	3.452.297,64		0,78%	0,75%
Corée du Sud				3.452.297,64		0,78%	0,75%
HUHTAMAKI OYJ	60.000	EUR	37,46	2.247.600,00		0,51%	0,49%
Finlande				2.247.600,00		0,51%	0,49%

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
ADLER GROUP SA Luxembourg	31.983	EUR	0,16	5.168,45 5.168,45		0,00% 0,00%	0,00% 0,00%
ACTIONS				149.497.852,25		33,85%	32,37%
ECONOPOLIS EM GOV BONDS O EUR CAP Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA	38.685	EUR	120,52	4.662.316,20 4.662.316,20	22,64%	1,05% 1,05%	1,01% 1,01%
OPC-Obligations				4.662.316,20		1,05%	1,01%
ECONOPOLIS EMERGING MARKET EQUITIES O Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA	31.250	EUR	97,06	3.033.125,00 3.033.125,00	19,06%	0,69% 0,69%	0,66% 0,66%
OPC-Actions				3.033.125,00		0,69%	0,66%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				7.695.441,20		1,74%	1,67%
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
COFINIMMO FL.R 20-28 21/02Q	1.700.000	EUR	97,96%	1.665.246,65		0,38%	0,36%
DUVEL MOORTGAT NV 2.15 18-26 05/06A	1.500.000	EUR	97,76%	1.466.371,88		0,33%	0,32%
ELIA TRANSMISSION BE 3.75 24-36 15/01A	2.500.000	EUR	98,50%	2.462.400,00		0,56%	0,53%
KINEPOLIS GROUP NV 2.9 17-27 15/12A	4.500.000	EUR	81,63%	3.673.485,00		0,83%	0,80%
NN GROUP NV FL.R 24-XX 12/03S	1.000.000	EUR	100,28%	1.002.765,00		0,23%	0,22%
UNI BRUSSEL 1.653 15-35 30/10A	750.000	EUR	86,49%	648.650,51		0,14%	0,14%
EUR				10.918.919,04		2,47%	2,37%
OBLIGATIONS-Emises par une entreprise privée				10.918.919,04		2,47%	2,37%
HUNGARIAN DEV 6.50 23-28 29/06S USD	2.000.000	USD	101,81%	1.899.864,71 1.899.864,71		0,43% 0,43%	0,41% 0,41%
OBLIGATIONS-Emises par un établissement de crédit				1.899.864,71		0,43%	0,41%
OBLIGATIONS				12.818.783,75		2,90%	2,78%
COFINIMMO SA 2.00 16-24 09/12A EUR	3.000.000	EUR	98,85%	2.965.395,00 2.965.395,00		0,67% 0,67%	0,64% 0,64%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE -Emises par une entreprise privée				2.965.395,00		0,67%	0,64%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE				2.965.395,00		0,67%	0,64%
TOTAL PORTEFEUILLE				441.698.841,72		100,00%	95,65%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		EUR		15.482.987,22			3,35%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		JPY		2.610.183,08			0,56%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		NOK		314.939,96			0,07%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		SEK		240.969,17			0,05%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CZK		26.282,00			0,01%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		AUD		27.474,71			0,01%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CAD		51.183,08			0,01%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		MXN		3.322,02			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		HKD		1.173,50			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		GBP		4.339,14			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		DKK		7.153,14			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CHF		421,22			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CNH		34,68			0,00%
Avoirs bancaires à vue				18.770.462,92			4,06%
DEPOTS ET LIQUIDITES				18.770.462,92			4,06%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				284.405,80			0,06%
AUTRES				1.058.075,76			0,23%
TOTAL DE L'ACTIF NET				461.811.786,20			100,00%

2.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Allemagne	1,52%
Autriche	0,30%
Belgique	23,69%
Bulgarie	2,31%
Canada	2,37%
Chine	0,42%
Colombie	0,90%
Corée du Sud	0,78%
Danemark	0,23%
Espagne	2,42%
États-Unis	32,67%
Finlande	0,51%
France	2,88%
Hong-Kong	0,13%
Hongrie	0,60%
Inde	0,21%
Irlande	4,28%
Japon	0,06%
Luxembourg	2,60%
Macédoine du Nord	0,24%
Norvège	3,52%
Pays-Bas	6,06%
Pologne	1,40%
République tchèque	1,51%
Roumanie	1,30%
Royaume-Uni	2,49%
Slovaquie	0,16%
Suède	1,38%
Suisse	1,65%
Taiwan	1,21%
Turquie	0,20%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Art graphique, maison d'édition	1,13%
Articles de bureaux et ordinateurs	1,04%
Autre	0,08%
Banques et institutions financières	1,47%
Bien de consommation divers	0,51%
Biotechnologie	0,87%
Cantons, Etats fédéraux, provinces, etc.	0,06%
Chimie	0,99%
Compagnies d'assurance	1,18%
Construction de machines et appareils	0,98%
Constructions, matériaux de construction	0,20%
Distribution, commerce de détail	3,03%
Electronique et semi-conducteurs	5,79%
Electrotechnique et électronique	1,35%
Energie et eau	4,39%
Fonds d'investissement	1,05%
Holding et sociétés financières	9,88%
Industrie agro-alimentaire	2,06%
Industrie automobile	1,92%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	4,04%
Industries d'emballage	0,02%
Internet et services d'Internet	8,00%
Métaux et pierres précieuses	2,42%
Métaux non ferreux	0,83%
Organisations supranationales	4,21%
Pays et gouvernements	29,32%
Restauration, industrie hôtelière	1,50%
Service de santé publique et service social	0,15%
Services divers	0,23%
Sociétés immobilières	6,98%
Tabac et alcool	0,33%
Télécommunication	2,41%
Textile et habillement	0,76%
Transports	0,82%
TOTAL	100,00%

Par devise	
AUD	0,53%
CAD	1,02%
CHF	1,27%
CZK	1,51%
EUR	50,10%
GBP	2,60%
NOK	3,52%
PLN	1,18%
SEK	1,36%
USD	36,91%
TOTAL	100,00%

2.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

		1er semestre
Achats		62.968.572,50
Ventes		46.745.976,11
Total 1		109.714.548,61
Souscriptions		39.148.120,38
Remboursements		25.453.747,02
Total 2		64.601.867,40
Moyenne de référence de l'actif net total		448.358.154,99
Taux de rotation		10,06%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

2.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

R

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation									Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)						Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
	Souscrites		Remboursées		Fin de période			Souscriptions		Remboursements				de la classe	d'une action		
	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Total	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.		Cap.	Dis.	
Année																	
2022	652.310,08	162.697,27	288.300,87	7.223,94	3.259.075,55	155.473,33	3.414.548,88	82.023.072,65	15.770.809,68	35.316.542,69	673.900,25	392.935.393,03	116,41	87,12			
2023	258.529,84	125.063,61	289.974,52	11.909,43	3.227.630,87	268.627,51	3.496.258,37	31.299.427,60	11.351.107,85	35.136.595,61	1.078.599,84	434.017.926,06	126,59	94,73			
01.01.24 - 30.06.24	212.340,67	124.193,83	190.773,86	9.646,89	3.249.197,68	383.174,45	3.632.372,13	27.265.348,28	11.882.772,10	24.532.401,31	921.345,71	461.811.786,20	130,95	94,85			

2.4.5 . Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

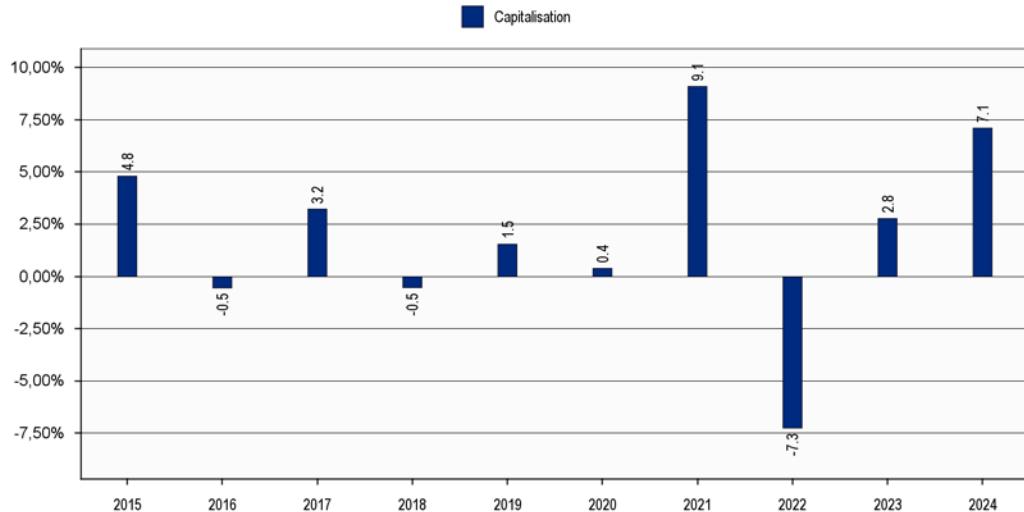
* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel, l'exercice comptable s'entend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR) :

R

Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Part	Part	Part	Part
7,10% (en EUR)	0,68% (en EUR)	2,25% (en EUR)	1,96% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante :

$$P(t; t+n) = \left[\frac{(VNI_{t+n})}{(VNI_t)} \right]^{(1/n)} - 1$$

avec

P(t; t+n) la performance de t à t+n

VNI t+n la valeur nette d'inventaire par part en t+n

VNI t la valeur nette d'inventaire par part en t

n la période sous revue

2.4.6 . Frais

Frais récurrents

- Part de capitalisation (BE6209692431) : 1,60%

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,47% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	1,47%
Coûts de transaction	0,13% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit.	0,13%

	Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	
--	--	--

- Part de distribution (BE6331656783) : 1,61%

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,48% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	1,48%
Coûts de transaction	0,13% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	0,13%

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Non applicable.

Existence de fee-sharing agreements

Non.

2.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Autres recettes

La rubrique « III. B. Autres » du compte de résultat comprend la compensation CSDR.

NOTE 2 - Autres charges

La rubrique « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats contient principalement les contributions versées aux frais de fonctionnement de la FSMA.

3 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONONEXT

3.1 . RAPPORT DE GESTION

3.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le compartiment EconoNext a été lancé le 31/08/2012.

Prix et période de souscription initiale :

- Parts de capitalisation – classe R : du 02/07/2012 au 31/08/2012 au prix de 100,00 EUR par part.

3.1.2 . Cotation en bourse

Non applicable.

3.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Ce compartiment vise un rendement à long terme en investissant principalement dans des instruments financiers (surtout des actions et des obligations, des certificats de trésorerie ou autres titres de créance) dans des pays en expansion. L'allocation des actifs est essentiellement effectuée par le gestionnaire sur base d'une vision à long terme, tant sur le plan macro-économique qu'au niveau technique d'investissement. De plus, la politique d'investissement tient compte d'une forme actuelle de perception du risque sur l'ensemble des catégories d'actifs. De la sorte, l'allocation des actifs peut régulièrement être adaptée, en fonction des différents paramètres de risque, afin de maintenir des rendements stables.

Aucune garantie formelle n'est octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Une gestion dynamique, supportée par une sélection basée sur l'analyse financière des émetteurs des instruments financiers visés, sera appliquée. Bien que le compartiment a pour objectif principal d'investir dans des titres de pays en expansion (y compris marchés émergents et frontières) et d'entreprises qui y sont établies, il peut également le faire dans des entreprises qui n'y ont pas leur siège statutaire mais qui y réalisent une partie substantielle de leur chiffre d'affaires ou activité, ou alors, y connaissent une augmentation rapide de leur chiffre d'affaires ou activité.

La performance du compartiment ne sera pas comparée à celle d'un indicateur de référence. Le compartiment visera un rendement absolu sur l'horizon d'investissement retenu pour lequel la préservation du capital restera un critère d'importance (sans toutefois donner de garantie formelle). Le poids de chacune des deux principales catégories d'actifs (obligations et actions) peut varier individuellement de 0 à 100%. À titre accessoire, le compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire, et 20% en parts d'organismes de placement collectif. Il n'y a pas de limitations quant au choix des devises. Le portefeuille d'actions occupera une position dynamique grâce à une sélection d'entreprises offrant des perspectives de bénéfice et de croissance à long terme. La sélection sera effectuée sur base d'une analyse financière, d'une analyse du marché ainsi que de la position que l'entreprise y occupe, des perspectives d'avenir, etc. Les choix géographiques et sectoriels seront effectués de manière similaire.

Limites de la politique de placement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions prévues par la Directive 2009/65/CE.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisées

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collatéral) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Stratégie déterminée

Le compartiment investit dans une large mesure (soit directement, soit indirectement) dans les nouvelles économies émergentes en Orient (comme l'Inde, la Chine et certains pays ASEAN), mais aussi dans d'autres pôles d'expansion comme le Brésil ou des opportunités en Turquie, en Afrique du Sud et au Mexique.

Caractéristiques des obligations et des titres de créances

Le compartiment investit dans des obligations et des titres de créance émis par toutes sortes d'émetteurs (gouvernements, entreprises publiques, sociétés privées et/ou institutions internationales). En général, les émissions et/ou les émetteurs se sont vu attribuer un «investment grade» rating (minimum BBB et/ou Baa3). Le compartiment n'investira pas plus de 50% de son portefeuille en obligations dites « High Yield » (à haut rendement) et en obligations qui n'ont pas de « credit rating » (note de crédit). La note retenue sera celle de l'une des agences de notation principales donnant la note la plus élevée. Les obligations et titres de créance d'une durée d'au moins 398 jours au moment de leur émission, restent qualifiés comme des obligations et titres de créance pendant toute la durée de l'instrument.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas couvert systématiquement. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

La volatilité de la valeur d'inventaire nette peut être élevée en conséquence de la composition du portefeuille.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Règlement SFDR

Le compartiment tombe sous l'application de l'article 6 du Règlement SFDR.

La prise en compte des risques ESG passe par :

Application d'une liste d'exclusions

Le compartiment ne promeut pas de caractéristiques environnementales et/ou sociales (ni a pour objectif l'investissement durable). Cependant, le compartiment prend en compte les risques ESG en utilisant une stratégie d'exclusion minimale pour filtrer les activités et entreprises :

- Liste d'activités inadmissibles :

Conformément à la loi du 8 juin 2006, dénommée loi sur les armes, telle que modifiée pour la dernière fois par la loi du 16 juillet 2009, le compartiment n'investit pas dans des titres émis par des entreprises de droit belge ou de droit étranger dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou

l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnel, de sous-munitions et/ou de munitions inertes et de blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel au sens de la loi, en vue de leur propagation.

- Liste d'exclusion du fonds de pension de l'Etat norvégien :

Le compartiment n'investira pas dans des actions de sociétés qui, sur base des directives d'investissement éthiques du fonds de pension du gouvernement Norvégien (Government Pension Fund Norway), sont exclues de l'univers de l'investissement (« liste d'exclusion »), comme cela est publié sur le site web de la Banque Centrale de Norvège (<https://www.nbim.no/en/responsibility/exclusion-ofcompanies/>).

3.1.4 . Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

3.1.5 . Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

3.1.6 . Indice et benchmark

Non applicable.

3.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice

ACTIONS

Dans l'ensemble, la saison des résultats qui a démarré au début de cette année a fourni de nombreux chiffres plus ou moins conformes aux attentes. Au départ, il n'y a donc pas eu beaucoup de changements dans le positionnement existant. Un peu plus tard dans la saison des résultats, des entreprises telles que WEG, MediaTek, Alibaba et Samsung Electronics, entre autres, ont fait entendre des échos positifs. Les résultats ont en revanche été plutôt mitigés chez LG Chem, Femsa, Sunny Optical et MercadoLibre. Au cours du mois de février, nous avons poursuivi notre travail d'ajustement et de repositionnement en réalisant, entre autres, les opérations suivantes : d'une part, des achats supplémentaires ont été effectués sur MediaTek, WEG et LVMH et une nouvelle position a été initiée dans le fonds Mirae afin de nous offrir une plus grande exposition à l'Inde. En revanche, les positions chinoises dans Sinopharm et Shenzhou International ont été entièrement vendues, et des noms comme NetEase et Tencent ont été quelque peu déclassés. Le géant technologique chinois Tencent a publié des chiffres légèrement inférieurs aux prévisions, mais a annoncé qu'il allait doubler ses rachats d'actions. Alibaba a également accéléré récemment le rythme de son programme de rachat d'actions. Ping An Insurance a obtenu des résultats un peu moins bons, mais Anta Sports a constitué une autre exception positive, avec une forte croissance du chiffre d'affaires combinée à de bonnes marges, et avec de bonnes perspectives pour le reste de l'année. Au cours du mois de mars, les positions dans Suzuki Motor et WEG ont été légèrement renforcées, tandis que la pondération dans Tencent a été réduite.

Au début du deuxième trimestre, l'entreprise indienne Infosys a d'abord publié des chiffres quelque peu décevants, de même que l'entreprise taïwanaise Delta Electronics. Il s'agit toutefois là d'exceptions, car il y avait par ailleurs beaucoup plus d'entreprises qui affichaient des résultats prometteurs. Samsung Electronics en était un exemple, avec une croissance des bénéfices plus élevée à l'horizon (qui serait confirmée ultérieurement). Les chiffres de TSMC ont également confirmé cela. En outre, MediaTek et Ping An Insurance ont également obtenu des résultats supérieurs aux prévisions. Enfin, le mois d'avril a également été l'occasion d'affiner le portefeuille. Des bénéfices ont ainsi pu être pris sur l'entreprise chinoise NetEase et l'entreprise taïwanaise TSMC. Cette fois-ci, le géant technologique Tencent a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires et une amélioration de ses marges, ce qui lui a permis de réaliser une excellente performance en termes de bénéfices. En outre, plusieurs nouveaux jeux sont en préparation pour le marché national, ce qui maintient le potentiel de croissance à un niveau attrayant. Alibaba a obtenu des résultats un peu moins impressionnantes en raison d'une concurrence accrue mais, d'un autre côté, l'entreprise continue à racheter ses propres actions avec enthousiasme. Les résultats de Suzuki Motors ont été légèrement supérieurs aux prévisions et la société a annoncé qu'elle travaillait sur un nouveau plan visant à créer davantage de valeur pour les actionnaires. Enfin, le poids d'un certain nombre de positions en actions a été légèrement réduit en mai, notamment TSMC, Femsa, Naspers et Samsung SDI.

OBLIGATIONS

Au premier semestre 2024, les obligations des pays émergents ont poursuivi leur tendance positive de l'année dernière. Elles ont surperformé les obligations occidentales traditionnelles, qui ont souffert d'une légère hausse des taux d'intérêt. La composante obligataire du Crelan Fund EconoNext a progressé d'environ +1,2%, tandis qu'un indice d'obligations occidentales classiques affichait des rendements légèrement négatifs au cours de la même période. Cependant, au cours des six premiers mois de l'année, une grande dispersion a été observée entre les différents pays émergents. Un certain nombre de pays et/ou de devises ont affiché de belles performances dans le compartiment. Entre autres, le rand sud-

africain s'est très bien comporté après les résultats des élections locales. Il en va de même pour la roupie indienne, tandis que la roupie indonésienne a quelque peu sous-performé. En Amérique latine, les différences sont considérables depuis le début de l'année. L'Uruguay a connu un rendement positif évident, tandis que le Brésil est en difficulté cette année.

La composante obligataire du Crelan Fund EconoNext a bénéficié cette année, en termes relatifs, de sa position importante en obligations libellées en devises fortes (euro et dollar américain). Le dollar est la position en devises la plus importante (près d'un quart de la composante obligataire), et a également réussi à enregistrer une belle performance. Plus précisément, le dollar a bénéficié des rendements élevés des obligations d'entreprises (asiatiques), des obligations à long terme et de la forte reprise de l'obligation à court terme en dollars émise par la Tunisie. Les autres éléments ayant contribué aux rendements relatifs sont le positionnement important dans les monnaies locales de l'Inde, de la Colombie et de l'Uruguay, entre autres, ainsi que le fait que le compartiment n'avait pas de position dans le baht thaïlandais. L'absence des monnaies de la Chine et de la Malaisie depuis le début de l'année n'a pas été une bonne chose pour les rendements relatifs.

Des profits ont été réalisés au cours du premier semestre sur l'obligation à court terme en dollars de la Tunisie, suite à la forte reprise, ainsi que sur un fonds spécialisé dans les obligations d'entreprises asiatiques. La position sur le peso philippin a également été vendue et la position importante sur la couronne tchèque a été légèrement réduite. Les positions en devises de l'Inde et de l'Uruguay, entre autres, ont ensuite été augmentées, ainsi que les échéances afin d'anticiper de nouvelles baisses de taux d'intérêt.

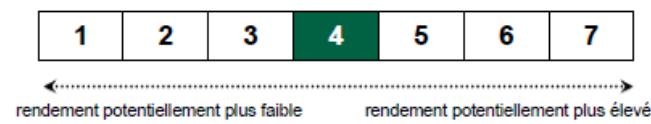
3.1.8 . Politique future

ACTIONS

L'histoire positive à long terme d'un certain nombre de pays émergents reste plus que jamais d'actualité. Malheureusement, la reprise à court terme reste quelque peu assombrie par les tensions géopolitiques qui s'exacerbent régulièrement, les niveaux des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe, la guerre en cours en Ukraine, etc. De manière sous-jacente, la situation sur les marchés des actions des pays émergents a entre-temps évolué de telle sorte qu'une grande partie des nouvelles négatives a déjà été prise en compte dans les prix des actions. C'est ainsi qu'au cours du premier semestre de cette année, les marchés d'actions des pays émergents ont pu clôturer avec des chiffres positifs. En Chine, les mauvaises nouvelles seront probablement considérées comme de bonnes nouvelles à un moment ou à un autre, car elles ne font qu'augmenter la probabilité de nouvelles mesures de relance de la part du gouvernement. Pour l'instant, cependant, le gouvernement s'en tient obstinément à une stimulation graduelle de l'économie plutôt que d'accélérer des réformes plus profondes. En outre, étant donné que de nombreux pays émergents ont rapidement commencé à relever leurs taux d'intérêt, nous avons également vu les premières banques centrales commencer à réduire à nouveau leurs taux au début de l'année 2024. Cela pourrait contribuer à oxygénier davantage les économies locales. En partant de niveaux d'évaluation relativement bon marché, tout cela pourrait avoir un impact positif à un moment donné. En termes d'allocation d'actifs, nous n'excluons pas d'ajuster la pondération de la composante actions en fonction de l'évolution des conditions et des perspectives du marché mais, pour l'instant, l'activité consiste principalement à affiner le positionnement afin d'investir de manière encore plus sélective dans les entreprises dont les perspectives sous-jacentes sont bonnes.

3.1.9 . Indicateur synthétique de risque

Indicateur de risque



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le Produit jusqu'à l'échéance de la période de détention recommandée. Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant échéance, et vous pourriez obtenir moins en retour.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce Produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce Produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Nous avons classé ce Produit dans la classe de risque 4, qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du Produit se situent à un niveau moyen et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est possible que notre capacité à vous payer en soit affectée.

3.2 . BILAN

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	21.939.918,14	26.312.047,60
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	21.570.542,83	25.647.059,18
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	2.731.486,27	4.982.304,47
B. Instruments du marché monétaire	547.774,42	836.761,99
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	15.871.485,59	17.194.180,32
D. Autres valeurs mobilières	595,67	
E. OPC à nombre variable de parts	2.419.200,88	2.633.812,40
III. Créances et dettes à plus d'un an	-2.018,54	
B. Dettes	-2.018,54	
IV. Créances et dettes à un an au plus	-1.027.366,48	-570.409,86
A. Crédits		
a. Montants à recevoir	106.341,19	153.250,29
b. Avoirs fiscaux	3.741,85	3.807,73
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-49.344,61	-21.811,23
c. Emprunts (-)	-1.088.104,91	-705.656,65
V. Dépôts et liquidités	1.450.432,30	1.239.639,82
A. Avoirs bancaires à vue	1.450.432,30	1.239.639,82
VI. Comptes de régularisation	-51.671,97	-4.241,54
B. Produits acquis	60.664,65	131.323,34
C. Charges à imputer (-)	-112.336,62	-135.564,88
TOTAL CAPITAUX PROPRES	21.939.918,14	26.312.047,60
A. Capital	21.059.173,11	25.063.443,39
B. Participations au résultat	-42.992,24	-24.312,49
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	923.737,27	1.272.916,70

3.3 . COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values		
A. Obligations et autres titres de créance		
a. Obligations	-7.745,00	215.808,53
B. Instruments du marché monétaire	-22.762,31	-21.380,46
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	868.142,74	1.715.392,06
D. Autres valeurs mobilières	595,67	
E. OPC à nombre variable de parts	-40.184,32	-149.890,67
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	53.967,58	-625.418,23
II. Produits et charges des placements	314.425,79	385.537,40
A. Dividendes	239.112,09	245.420,42
B. Intérêts		
a. Valeurs mobilières/instruments du marché monétaire	100.406,88	154.392,65
b. Dépôts et liquidités	40.692,28	24.784,36
C. Intérêts d'emprunts (-)	-38.603,17	-9.269,19
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-27.182,29	-29.790,84
III. Autres produits	129,73	
B. Autres	129,73	
IV. Coûts d'exploitation	-238.620,80	-247.131,93
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-28.653,81	-2.284,07
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-7.283,38	-6.066,58
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-73.396,35	-86.475,50
R	-73.396,35	-86.475,50
b. Gestion administrative et comptable	-4.432,83	-4.180,68
c. Rémunération commerciale	-105.583,80	-123.983,02
R	-105.583,80	-123.983,02
E. Frais administratifs (-)	-1.320,41	-2.137,62
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-14,72	-20,17
G. Rémunerations, charges sociales et pensions (-)	-120,58	-146,78
H. Services et biens divers (-)	-7.941,14	-5.574,79
J. Taxes	-8.873,38	-13.130,97
K. Autres charges (-)	-1.000,40	-3.131,75
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	75.934,72	138.405,47
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	927.949,08	1.272.916,70
VI. Impôts sur le résultat	-4.211,81	
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	923.737,27	1.272.916,70

3.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

3.4.1 . Composition des actifs au 30.06.24

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE							
AFRIQUE DU SUD 3.75 14-26 24/07A	200.000	EUR	97,38%	194.761,00	0,90%	0,89%	
ROMANIA 3.875 15-35 29/10A	100.000	EUR	84,50%	84.498,00	0,39%	0,38%	
SERBIA 1 21-28 23/09A	100.000	EUR	85,13%	85.125,00	0,40%	0,39%	
EUR				364.384,00	1,69%	1,66%	
MEXICO 5.75 15-26 05/03S	30.000	MXN	92,50	141.597,00	0,66%	0,65%	
MEXICO 7.50 22-33 26/05S	34.000	MXN	86,06	149.300,24	0,69%	0,68%	
MXN				290.897,24	1,35%	1,33%	
BRAZIL 7.125 06-37 20/01S	140.000	USD	105,27%	137.510,24	0,64%	0,63%	
DOMINICAN REPUBLIC 7.45 14-44 30/04S	150.000	USD	105,23%	147.276,42	0,68%	0,67%	
USD				284.786,66	1,32%	1,30%	
CZECH REPUBLIC 1.50 20-40 24/04A	10.000.000	CZK	68,52%	273.572,10	1,27%	1,25%	
CZK				273.572,10	1,27%	1,25%	
HUNGARY 4.5 22-28 23/03A	35.000.000	HUF	93,00%	82.418,94	0,38%	0,38%	
HUNGARY 4.75 22-32 24/11A	43.000.000	HUF	87,25%	95.002,32	0,44%	0,43%	
HUF				177.421,26	0,82%	0,81%	
BRAZIL 10.00 20-31 01/01S	1.000	BRL	954,95	152.063,65	0,71%	0,69%	
BRL				152.063,65	0,71%	0,69%	
SOUTH AFRICA 10.50 98-26 21/12S	2.150.000	ZAR	103,80%	114.033,82	0,53%	0,52%	
SOUTH AFRICA 8.875 15-35 28/02S	750.000	ZAR	84,66%	32.442,94	0,15%	0,15%	
ZAR				146.476,76	0,68%	0,67%	
POLAND 1.75 21-32 25/04A	800.000	PLN	76,07%	141.243,59	0,65%	0,64%	
PLN				141.243,59	0,65%	0,64%	
OBLIGATIONS-Emises par un état				1.830.845,26	8,49%	8,35%	
PROSUS NV 3.6800 20-30 21/01S	300.000	USD	88,89%	248.806,16	1,15%	1,13%	
USD				248.806,16	1,15%	1,13%	
PROSUS NV 2.031 20-32 03/08A	150.000	EUR	81,44%	122.162,25	0,57%	0,56%	
EUR				122.162,25	0,57%	0,56%	
OBLIGATIONS-Emises par une entreprise privée				370.968,41	1,72%	1,69%	
INTL BK RECON & 3.3750 21-26 17/02A	1.200.000.00	COP	90,05%	243.297,20	1,13%	1,11%	
COP				243.297,20	1,13%	1,11%	
ASIAN DEV.BK 6.20 16-26 06/10S	15.000.000	INR	98,65%	165.580,55	0,76%	0,75%	
INR				165.580,55	0,76%	0,75%	
OBLIGATIONS-Emises par un établissement de crédit				408.877,75	1,89%	1,86%	
OBLIGATIONS				2.610.691,42	12,10%	11,90%	
BRAZIL -DY- 10.00 14-25 01/01S	1.000	BRL	995,62	158.940,52	0,74%	0,72%	
BRL				158.940,52	0,74%	0,72%	
CZECH REPUBLIC 0 21-24 12/12U	2.000.000	CZK	98,04%	78.292,31	0,36%	0,36%	
CZK				78.292,31	0,36%	0,36%	
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE-Emises par un état				237.232,83	1,10%	1,08%	

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
CPT NV 0.5 21-25 21/06A EUR	175.000	EUR	96,62%	169.085,00 169.085,00		0,78% 0,78%	0,77% 0,77%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE -Emises par une entreprise privée				169.085,00		0,78%	0,77%
EUROPEAN BANK FOR RE 5.6 18-25 30/01A IDR	2.500.000,00 0	IDR	99,30%	141.456,59 141.456,59		0,66% 0,66%	0,65% 0,65%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE -Emises par un établissement de crédit				141.456,59		0,66%	0,65%
INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE				547.774,42		2,54%	2,50%
CHROMA ATE	78.000	TWD	318,00	713.391,04		3,31%	3,25%
DELTA ELECTRONIC INC - REG SHS	41.000	TWD	387,50	456.942,43		2,12%	2,08%
MEDIA TEK INCORPORATION	29.600	TWD	1.400,00	1.191.861,18		5,52%	5,43%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS) Taiwan	10.330	USD	173,81	1.675.257,57 4.037.452,22		7,77% 18,72%	7,64% 18,40%
ALIBABA GROUP HOLDING LTD -REG SHS	31.100	HKD	70,50	262.028,54		1,21%	1,19%
ALIBABA GROUP HOLDING LTD SADR	1.900	USD	72,00	127.641,71		0,59%	0,58%
JD.COM INC - CL A	15.328	HKD	103,30	189.227,78		0,88%	0,86%
NETEASE INC - REG SHS	10.000	HKD	149,10	178.187,29		0,83%	0,81%
NETEASE SPONS ADR REPR 25 SHS	3.700	USD	95,58	329.970,61		1,53%	1,50%
PING AN INSURANCE COMPANY OF CHINA -H-	75.000	HKD	35,40	317.295,28		1,47%	1,45%
SUNNY OPTICAL TECHNOLOGY (GRP) CO LTD	20.000	HKD	48,25	115.325,78		0,53%	0,53%
TELENT HOLDINGS LTD	12.500	HKD	372,40	556.312,44		2,58%	2,54%
TRIP COM GROUP LTD	6.200	USD	47,00	271.891,77		1,26%	1,24%
Chine				2.347.881,20		10,88%	10,70%
HANSOL CHEMICAL CO LTD	2.100	KRW	182.700,00	260.068,72		1,20%	1,18%
LG CHEM LTD-REG SHS-NON-CUM PFD ISSUE 01	1.650	KRW	241.000,00	269.544,99		1,25%	1,23%
LG H&H - PRF	2.560	KRW	152.500,00	264.630,62		1,23%	1,21%
NAVER	2.170	KRW	166.900,00	245.497,09		1,14%	1,12%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0,5 VGT HS -144A-	820	USD	1.480,00	1.132.353,63		5,25%	5,16%
SAMSUNG SDI CO LTD - REG SHS	500	KRW	354.000,00	119.978,53		0,56%	0,55%
Corée du Sud				2.292.073,58		10,63%	10,45%
COGNIZANT TECHNOLOGY SOLUTIONS -A- MERCADOLIBRE	7.400	USD	68,00	469.512,48		2,18%	2,14%
NEWMONT CORPORATION - REG SHS	260	USD	1.643,40	398.678,80		1,85%	1,82%
YUM CHINA HOLDINGS INC WI États-Unis	10.500	USD	41,87	410.202,94		1,90%	1,87%
	7.200	HKD	241,40	207.715,47		0,96%	0,94%
				1.486.109,69		6,89%	6,77%
AMBEV SA	139.000	BRL	11,41	266.420,85		1,23%	1,22%
CONCESSOES RODOVIARIAS	110.000	BRL	11,64	215.086,64		1,00%	0,98%
LOCALIZA RENT A CAR SA	39.001	BRL	42,00	275.164,75		1,28%	1,25%
ODONTOPREV - SHS	149.600	BRL	11,36	285.481,32		1,32%	1,30%
WEG SA	50.300	BRL	42,19	356.488,30		1,65%	1,63%
Brésil				1.398.641,86		6,48%	6,38%
INFOSYS TECHNOLOGIES ADR REPR.1 SHS Inde	48.000	USD	18,62	833.925,82 833.925,82		3,87% 3,87%	3,80% 3,80%
FEMSA SPON ADR REP.10UTS CONS-B-+20SH-D- Mexique	5.700	USD	107,65	572.526,24 572.526,24		2,65% 2,65%	2,61% 2,61%
TELKOM INDONESIA -B- Indonésie	3.200.000	IDR	3.130,00	570.715,28 570.715,28		2,65% 2,65%	2,60% 2,60%
SUZUKI MOTOR CORP Japon	49.600	JPY	1.851,00	532.533,03 532.533,03		2,47% 2,47%	2,43% 2,43%
NASPERS LTD - REG SHS Afrique du Sud	2.356	ZAR	3.567,22	429.448,44 429.448,44		1,99% 1,99%	1,96% 1,96%
PROSUS NV Pays-Bas	11.820	ZAR	650,61	392.956,12 392.956,12		1,82% 1,82%	1,79% 1,79%

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% détenu de l'OPC	% Portefeuille	% Actif Net
AIA GROUP LTD Hong-Kong	60.000	HKD	53,00	380.037,29 380.037,29		1,76% 1,76%	1,73% 1,73%
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON SE France	450	EUR	713,60	321.120,00 321.120,00		1,49% 1,49%	1,46% 1,46%
ANTA SPORTS PRODUCTS Îles Caïmans	30.800	HKD	75,00	276.064,82 276.064,82		1,28% 1,28%	1,26% 1,26%
ACTIONS				15.871.485,59		73,58%	72,34%
LOCALIZA RENT A CAR 06.08.24 RIGHT Brésil	394	BRL	9,00	595,67 595,67		0,00% 0,00%	0,00% 0,00%
Autres valeurs mobilières				595,67		0,00%	0,00%
ECONOPOLIS EM GOV BONDS O EUR CAP Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA	16.900	EUR	120,52	2.036.788,00 2.036.788,00	9,89%	9,44% 9,44%	9,29% 9,29%
OPC-Obligations				2.036.788,00		9,44%	9,29%
ROBECO CHINESE A SHARE EQUITIES I USD C Directive 2009/65/CE - Inscrit auprès de la FSMA	3.390	USD	120,90	382.412,88 382.412,88	0,04%	1,78% 1,78%	1,74% 1,74%
OPC-Actions				382.412,88		1,78%	1,74%
OPC A NOMBRE VARIABLE DE PARTS				2.419.200,88		11,22%	11,03%
<u>AUTRES VALEURS MOBILIERES</u>							
MEXICO UDIBONOS INDEX 4.50 06-25 12/04S MXN	3.000	MXN	97,11	120.794,85 120.794,85		0,56% 0,56%	0,55% 0,55%
OBLIGATIONS-Emises par un état				120.794,85		0,56%	0,55%
OBLIGATIONS				120.794,85		0,56%	0,55%
TOTAL PORTEFEUILLE				21.570.542,83		100,00%	98,32%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		USD		1.367.590,88			6,24%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		ZAR		81.590,62			0,37%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		SGD		156,72			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CZK		270,11			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		MXN		216,11			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		TWD		13,47			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		BRL		106,46			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		HUF		3,09			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		HKD		461,71			0,00%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		CNH		23,13			0,00%
Avoirs bancaires à vue				1.450.432,30			6,61%
DEPOTS ET LIQUIDITES				1.450.432,30			6,61%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				-1.027.366,48			-4,68%
AUTRES				-53.690,51			-0,25%
TOTAL DE L'ACTIF NET				21.939.918,14			100,00%

3.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Afrique du Sud	3,57%
Brésil	8,57%
Chine	10,88%
Colombie	0,39%
Corée du Sud	10,63%
Dominicaine, République	0,68%
États-Unis	8,02%
France	1,49%
Hong-Kong	1,76%
Hongrie	0,82%
Îles Caïmans	1,28%
Inde	3,87%
Indonésie	2,65%
Japon	2,47%
Luxembourg	11,21%
Mexique	4,56%
Pays-Bas	4,33%
Philippines	0,77%
Pologne	0,65%
République tchèque	1,63%
Roumanie	0,39%
Royaume-Uni	0,66%
Taiwan	18,72%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Art graphique, maison d'édition	1,99%
Chimie	2,45%
Compagnies d'assurance	4,56%
Construction de machines et appareils	1,65%
Distribution, commerce de détail	0,88%
Electronique et semi-conducteurs	13,57%
Electrotechnique et électronique	10,95%
Fonds d'investissement	11,22%
Holding et sociétés financières	0,78%
Industrie automobile	5,24%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	1,23%
Internet et services d'Internet	19,31%
Métaux et pierres précieuses	1,90%
Organisations supranationales	2,55%
Pays et gouvernements	10,15%
Photographie et optique	0,53%
Restauration, industrie hôtelière	2,22%
Tabac et alcool	3,89%
Télécommunication	2,65%
Textile et habillement	1,28%
Transports	1,00%
TOTAL	100,00%

Par devise		
BRL		7,93%
COP		1,13%
CZK		1,63%
EUR		13,97%
HKD		11,51%
HUF		0,82%
IDR		3,30%
INR		0,77%
JPY		2,47%
KRW		5,38%
MXN		1,91%
PLN		0,65%
TWD		10,95%
USD		33,09%
ZAR		4,49%
TOTAL		100,00%

3.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er semestre
Achats	1.681.803,09
Ventes	4.408.630,80
Total 1	6.090.433,89
Souscriptions	484.310,30
Remboursements	3.467.418,43
Total 2	3.951.728,73
Moyenne de référence de l'actif net total	22.838.027,41
Taux de rotation	9,36%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port, 86C boite 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

3.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

R

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)			Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
	Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	de la classe	d'une action
		Cap.	Cap.	Cap.	Cap.	Cap.		Cap.
2022		21.736,81	47.054,13	306.408,14	1.994.202,51	4.356.085,22	25.933.712,83	84,64
2023		8.215,66	35.773,13	278.850,67	732.248,12	3.099.616,65	23.999.289,00	86,07
01.01.24 - 30.06.24		5.526,55	39.688,11	244.689,11	484.310,30	3.467.418,43	21.939.918,14	89,66

3.4.5 . Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel, l'exercice comptable s'entend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

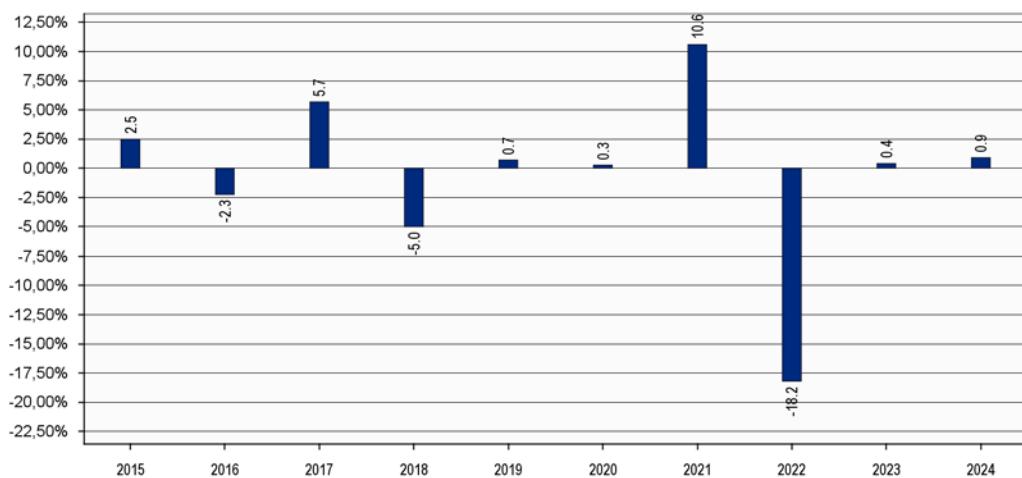
* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR) :

R

Rendement annuel

■ Capitalisation



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Part	Part	Part	Part
0,91% (en EUR)	-6,07% (en EUR)	-1,67% (en EUR)	-0,71% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante :

$$P(t; t+n) = \left(\frac{VNI_{t+n}}{VNI_t} \right)^{\frac{1}{n}} - 1$$

avec

P(t; t+n) la performance de t à t+n

VNI t+n la valeur nette d'inventaire par part en t+n

VNI t la valeur nette d'inventaire par part en t

n la période sous revue

3.4.6 . Frais

Frais récurrents

- Part de capitalisation (BE6237779978) : 1,98%

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,87% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	1,87%
Coûts de transaction	0,11% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	0,11%

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Non applicable.

Existence de fee-sharing agreements

Non.

3.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 - Autres charges

La rubrique « III. B. Autres » du compte de résultat comprend la compensation CSDR.

NOTE 2 - Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé de contributions payées à la FSMA pour ses frais de fonctionnement.

4 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT ECONOSTOCKS

4.1 . RAPPORT DE GESTION

4.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le compartiment EconoStocks a été lancé le 02/12/2013.

Prix et période de souscription initiale :

- Parts de capitalisation – classe R : du 23/10/2013 au 02/12/2013 au prix de 100,00 EUR par part.
- Parts de distribution – classe R : du 23/10/2013 au 02/12/2013 au prix de 100,00 EUR par part.

4.1.2 . Cotation en bourse

Non applicable.

4.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Le compartiment investit dans des actions de sociétés sans limite géographique et dans des titres qui donnent accès au capital de ces sociétés. Le compartiment vise une expansion du capital à long terme.

Une diversification efficace est substantielle dans la politique d'investissement.

Aucune garantie formelle n'est octroyée au compartiment, ni à ses participants.

Indice de référence : Aucun.

Le compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du compartiment.

Politique de placement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le compartiment investit essentiellement dans un portefeuille constitué d'actions de sociétés et diversifié d'un point de vue géographique et sectoriel. Le compartiment investit tant dans des sociétés qui sont actives sur les marchés développés (Europe, Etats Unis et Japon) que dans de sociétés actives sur les marchés émergents (« emerging markets »). Parmi les sociétés sélectionnées, au moins 80% sera investi dans des sociétés qui répondent aux tendances à long terme, définies par Econopolis Wealth Management, en particulier : (1) l'agriculture et l'alimentation, (2) l'énergie, (3) les matières premières, (4) l'ICT (technologies de l'information et des communications) et (5) les activités qui répondent à la croissance, le vieillissement et l'urbanisation de la population mondiale. Ce dernier groupe comprend entre autre les soins de santé, les produits de consommation ainsi que d'autres produits liés à l'amélioration du niveau de vie, la mobilité et la communication, etc. Les décisions d'investissement dans d'autres secteurs sont prises par le Conseil d'Administration sur proposition d'Econopolis Wealth Management SA. Pour d'autres restrictions d'investissement, veuillez consulter le chapitre « Aspects sociaux, éthiques et environnementaux » ci-dessous.

À titre accessoire, le compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille d'investissement en instruments du marché monétaire, en parts d'organisme de placement collectif, en instruments financiers dérivés, en dépôts à terme et en liquidités.

La politique d'investissement respecte les règles définies par l'Arrêté Royal de 2012.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisés

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, ...) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collatérale) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limites de la politique de placement

Le compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE.

Le compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Le compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas systématiquement couvert. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

La volatilité de la valeur nette d'inventaire peut être élevée en raison de la composition du portefeuille.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Règlement SFDR

Le compartiment est soumis à l'article 8 du Règlement SFDR.

Le compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante.

De plus, le compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies"(UNGC) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique "Politique d'investissement durable" sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

4.1.4 . Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

4.1.5 . Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

4.1.6 . Indice et benchmark

Non applicable.

4.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice

Dans le secteur des **biens de consommation de base**, les gestionnaires ont augmenté la position dans le groupe de supermarchés AholdDelhaize. Le groupe est l'un des plus grands acteurs de son secteur et le numéro 1 ou 2 sur 96% des marchés sur lesquels il opère. AholdDelhaize opère principalement sur la côte est des États-Unis (60% du chiffre d'affaires du groupe), aux Pays-Bas, en Belgique et dans quelques autres pays européens. L'entreprise a un profil relativement défensif car la demande alimentaire est peu sensible aux cycles. Les gestionnaires ont vendu leur position dans l'entreprise de chocolat et de confiserie Mondelez et ont acheté des actions supplémentaires dans PepsiCo, jugeant la valorisation de cette dernière plus attrayante. PepsiCo opère dans les secteurs des boissons, des snacks et des céréales de petit-déjeuner.

Dans le domaine de la **consommation durable**, l'action Nike a été vendue. Depuis l'entrée en fonction de la direction actuelle, l'entreprise est en déclin. L'accent mis sur la distribution directe, c'est-à-dire sur les propres boutiques, les ventes par Internet et la limitation de l'offre aux chaînes de magasins, coûte clairement des parts de marché au groupe. En outre, l'entreprise commercialise trop peu de produits innovants. Cela profite à d'autres acteurs tels qu'Adidas, Deckers Outdoor et On Holding. Comme la reprise (de la croissance) des bénéfices n'est pas évidente et qu'elle prendra de toute façon beaucoup de temps, l'action a été vendue. Les managers ont pris une première position dans Home Depot. Cette entreprise est la plus grande chaîne de magasins de bricolage aux États-Unis et est également très présente au Canada et au Mexique, avec un total d'environ 2300 magasins d'une superficie moyenne de 10 000 mètres carrés. Environ la moitié du chiffre d'affaires provient du segment bricolage, et l'autre, du segment professionnel. Home Depot réalise des marges bénéficiaires décentes et présente un bilan solide. L'action est principalement un appel sur le marché immobilier américain.

La **santé** est l'un des secteurs qui devraient pouvoir enregistrer une croissance structurelle dans les années à venir grâce au vieillissement de la population et à l'augmentation du budget et de l'attention accordée aux soins de santé dans les marchés émergents. À l'intérieur du compartiment, les gestionnaires ont pris des bénéfices partiels sur Boston Scientific (stimulateurs cardiaques, cathéters et stents, entre autres) et Stryker (matériel médical et chirurgical, entre autres). La société pharmaceutique Eli Lilly a fait son retour dans le portefeuille. L'entreprise est surtout connue pour ses traitements contre le diabète et l'obésité. Dans ce dernier domaine, l'entreprise domine le marché mondial avec Novo Nordisk. Eli Lilly est également un acteur majeur dans le traitement des maladies cardiovasculaires et de l'oncologie. Le groupe dispose en outre d'un médicament prometteur pour traiter la maladie d'Alzheimer.

Dans le secteur des **matériaux**, la position dans Newmont Mining a été relevée. Cette société est le plus grand groupe minier aurifère au monde. Newmont est également un producteur de cuivre, d'argent, de plomb et de zinc. L'action est un appel indirect sur le prix de l'or. En outre, la production et les coûts encourus par l'entreprise sont les principales composantes de l'évolution des bénéfices de l'entreprise. À la suite de l'acquisition de l'entreprise australienne Newcrest, Newmont va céder un certain nombre d'actifs. L'augmentation du prix de l'or permet à Newmont d'obtenir un meilleur prix pour ces actifs. Elle permet également à l'entreprise de mieux rémunérer ses actionnaires par le biais de dividendes et de rachats d'actions. Newmont opère principalement dans des pays favorables à l'exploitation minière. Le groupe obtient un score élevé en matière de durabilité, ce qui n'est pas évident car les mines sont souvent liées à la pollution de l'environnement et aux maux sociaux.

Dans le **secteur industriel**, des bénéfices ont été pris sur Emerson Electric, un acteur majeur de l'automatisation aux États-Unis. Cependant, l'entreprise obtient de très mauvais résultats en ce qui concerne les émissions de CO₂. La participation dans la société helvético-suédoise ABB a été augmentée. ABB est un acteur de premier plan dans le domaine de l'automatisation et de l'électrification. Ces deux segments offrent un potentiel de croissance. L'automatisation devrait contribuer à résoudre les problèmes liés à l'augmentation mondiale des coûts de la main-d'œuvre et au vieillissement de la population (dans le monde occidental ainsi qu'en Chine et en Corée du Sud). L'évolution mondiale vers une énergie plus verte et l'électrification des transports et de l'industrie sont également des facteurs de croissance pour ABB. L'entreprise est très bien gérée et réalise des marges bénéficiaires attrayantes, tout en affichant un bilan solide. Bureau Veritas était un nouveau venu dans le compartiment. Cette entreprise vieille de 195 ans est un leader mondial français aux racines belges. L'entreprise est active dans le domaine des essais, de l'inspection et de la certification. Elle prend notamment en charge l'inspection de la sécurité des ascenseurs, l'analyse d'échantillons provenant de forages exploratoires dans l'industrie minière et des inspections de sécurité alimentaire. Pour la période 2023-2028, la direction prévoit une croissance organique annuelle du chiffre d'affaires de 7 à 9% et une nouvelle amélioration de la marge bénéficiaire d'exploitation (actuellement d'environ 16%). Le groupe réalise très régulièrement de petites acquisitions pour compléter sa croissance organique. Quelque 28% du chiffre d'affaires provient d'Asie et 9% d'Afrique et du Moyen-Orient. L'entreprise est bien placée pour bénéficier de la croissance supérieure à la moyenne de ces régions.

Dans le secteur des **technologies de l'information**, les gestionnaires ont acheté des actions d'Applied Materials. Cette entreprise fournit des machines, des logiciels et des services pour la production de semi-conducteurs (puces). L'entreprise constitue un « guichet unique », puisqu'elle fournit une large gamme de machines aux fabricants de semi-conducteurs. Le marché des machines à semi-conducteurs est cyclique. Les perspectives à moyen et long terme pour le marché et pour Applied Materials restent favorables, car la demande de puces (et donc de machines complexes pour les fabriquer) continue de croître, sous l'effet de la numérisation croissante de l'économie. En outre, les États-Unis, l'Europe et la Chine souhaitent construire leur propre industrie des puces, ce qui stimule la demande de machines à fabriquer des puces. Le marché des machines à fabriquer des puces est très concentré et les barrières à l'entrée sont élevées. Les gestionnaires

ont également pris une position dans Nvidia au cours du premier semestre. Cette entreprise est spécialisée dans les puces dotées d'une grande puissance de calcul parallèle. Celles-ci trouvent des applications dans l'IA, les ordinateurs de jeu et les voitures auto-conduites.

4.1.8 . Politique future

ACTIONS

Le portefeuille d'actions du compartiment est relativement concentré (environ 40 positions) et reflète les convictions des gestionnaires. À l'avenir, les gestionnaires souhaitent également limiter le nombre de positions tout en accordant une attention suffisante à la diversification entre les secteurs et les actions. Les gestionnaires veulent continuer à éviter les positions trop faibles (<1%) en actions individuelles, car il est difficile pour ces positions de contribuer de manière significative aux rendements du portefeuille. Outre les évolutions propres aux entreprises et aux secteurs, les évolutions macroéconomiques – et en particulier l'évolution de la croissance et des taux d'intérêt – restent au centre des préoccupations des gestionnaires.

4.1.9 . Indicateur synthétique de risque

Indicateur de risque



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le Produit jusqu'à l'échéance de la période de détention recommandée. Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant échéance, et vous pourriez obtenir moins en retour.

La catégorie de risque 4 correspond à un potentiel modéré de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son investissement dans des actions de sociétés sans limitation géographique ou sectorielle.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce Produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce Produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

4.2 . BILAN

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	367.616.878,01	294.379.224,23
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	358.745.050,41	280.053.269,41
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions	358.745.050,41	280.053.269,41
a. Actions		
III. Crédances et dettes à plus d'un an	-33.821,98	-33.821,98
B. Dettes		
IV. Crédances et dettes à un an au plus	-6.337.684,36	624.160,42
A. Crédances		
a. Montants à recevoir	656.522,80	372.884,12
b. Avoirs fiscaux	591.116,15	504.272,84
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-504.710,03	-252.996,54
c. Emprunts (-)	-7.080.613,28	
V. Dépôts et liquidités	17.027.202,51	15.258.233,23
A. Avoirs bancaires à vue	17.027.202,51	15.258.233,23
VI. Comptes de régularisation	-1.783.868,57	-1.556.438,83
C. Charges à imputer (-)	-1.783.868,57	-1.556.438,83
TOTAL CAPITAUX PROPRES	367.616.878,01	294.379.224,23
A. Capital	327.086.562,51	263.460.322,48
B. Participations au résultat	1.002.299,75	1.524.143,19
C. Résultat reporté	4.929.637,68	-397.298,11
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	34.598.378,07	29.792.056,67

4.3 . COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	34.663.298,71	29.381.924,45
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	29.589.520,10	33.649.472,92
D. Autres valeurs mobilières	145,67	
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	5.073.632,94	-4.267.548,47
II. Produits et charges des placements	3.136.835,91	2.985.531,95
A. Dividendes	3.302.581,76	3.191.776,96
B. Intérêts		
b. Dépôts et liquidités	169.789,93	150.517,35
C. Intérêts d'emprunts (-)	-39.715,38	-27.788,82
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-295.820,40	-328.973,54
III. Autres produits	400,20	
B. Autres	400,20	
IV. Coûts d'exploitation	-3.131.414,16	-2.575.399,73
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-41.646,03	-49.685,37
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-49.567,09	-35.515,74
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-1.143.566,82	-924.914,58
R	-1.143.566,82	-924.914,58
b. Gestion administrative et comptable	-41.797,93	-36.979,12
c. Rémunération commerciale	-1.643.450,71	-1.327.222,01
R	-1.643.450,71	-1.327.222,01
E. Frais administratifs (-)	-3.126,17	-4.005,12
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-242,54	-223,11
G. Rémunérations, charges sociales et pensions (-)	-1.559,59	-1.612,70
H. Services et biens divers (-)	-15.513,63	-8.612,12
J. Taxes	-163.129,17	-160.122,91
K. Autres charges (-)	-27.814,48	-26.506,95
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	5.821,95	410.132,22
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	34.669.120,66	29.792.056,67
VI. Impôts sur le résultat	-70.742,59	
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	34.598.378,07	29.792.056,67

4.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

4.4.1 . Composition des actifs au 30.06.24

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>						
ALPHABET INC -A-	96.000	USD	182,15	16.315.745,28	4,55%	4,44%
APPLE INC	31.000	USD	210,62	6.092.111,03	1,70%	1,66%
APPLIED MATERIALS INC	48.000	USD	235,99	10.569.181,25	2,95%	2,87%
ARISTA NETWORKS INC	57.000	USD	350,48	18.639.944,02	5,19%	5,07%
AUTODESK INC	43.000	USD	247,45	9.928.014,93	2,77%	2,70%
BLACKROCK INC	14.500	USD	787,32	10.651.868,44	2,97%	2,90%
BOOKING HOLDINGS INC	3.500	USD	3.961,50	12.937.018,89	3,61%	3,52%
BOSTON SCIENTIF CORP	133.000	USD	77,01	9.556.641,01	2,66%	2,60%
ELI LILLY & CO	6.500	USD	905,38	5.490.991,37	1,53%	1,49%
FEDEX CORP	31.000	USD	299,84	8.672.768,84	2,42%	2,36%
HOME DEPOT INC	17.000	USD	344,24	5.460.303,24	1,52%	1,48%
MARVELL TECH --- REGISTERED SHS	142.000	USD	69,90	9.261.301,61	2,58%	2,52%
MICROSOFT CORP	35.750	USD	446,95	14.908.759,04	4,15%	4,06%
NEWMONT CORPORATION - REG SHS	98.000	USD	41,87	3.828.560,77	1,07%	1,04%
NIKE INC	85.000	USD	75,37	5.977.560,07	1,67%	1,63%
NVIDIA CORP	40.000	USD	123,54	4.610.776,77	1,28%	1,25%
ON SEMICONDUCTOR CORP	126.000	USD	68,55	8.059.062,28	2,25%	2,19%
PEPSICO INC	46.000	USD	164,93	7.078.871,01	1,97%	1,93%
S&P GLOBAL INC	28.400	USD	446,00	11.818.427,80	3,29%	3,21%
STRYKER CORP	30.500	USD	340,25	9.682.878,47	2,70%	2,63%
THERMO FISHER SCIENTIFIC INC - REG SHS	18.000	USD	553,00	9.287.613,72	2,59%	2,53%
VISA INC -A-	54.600	USD	262,47	13.371.459,76	3,73%	3,64%
WALT DISNEY CO	117.000	USD	99,29	10.839.216,24	3,02%	2,95%
États-Unis				223.039.075,84	62,17%	60,67%
AIR LIQUIDE SA	29.700	EUR	161,28	4.790.016,00	1,33%	1,30%
BUREAU VERITAS SA	137.000	EUR	25,86	3.542.820,00	0,99%	0,96%
CIE DE SAINT-GOBAIN	122.000	EUR	72,62	8.859.640,00	2,47%	2,41%
ESSILORLUXOTTICA SA	50.036	EUR	201,20	10.067.243,20	2,81%	2,74%
VINCI SA	88.000	EUR	98,38	8.657.440,00	2,41%	2,36%
France				35.917.159,20	10,01%	9,77%
ABB LTD	171.000	CHF	49,92	8.863.838,85	2,47%	2,41%
DSM-FIRMENICH LTD - REG SHS	35.000	EUR	105,60	3.696.000,00	1,03%	1,00%
NESTLE SA PREFERENTIAL SHARE	79.000	CHF	91,72	7.523.887,65	2,10%	2,05%
Suisse				20.083.726,50	5,60%	5,46%
ASSA ABLOY AB -B- REG SHS	360.000	SEK	299,60	9.502.731,28	2,65%	2,59%
ESSITY AB REGISTERED -B-	285.000	SEK	271,40	6.814.889,87	1,90%	1,85%
Suède				16.317.621,15	4,55%	4,44%
KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE NV	245.000	EUR	27,59	6.759.550,00	1,88%	1,84%
STELLANTIS NV-BEARER AND REGISTERED SHS	368.000	EUR	18,47	6.796.960,00	1,90%	1,85%
Pays-Bas				13.556.510,00	3,78%	3,69%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS)	77.500	USD	173,81	12.568.486,12	3,50%	3,42%
Taiwan				12.568.486,12	3,50%	3,42%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	8.650	USD	1.480,00	11.944.949,85	3,33%	3,25%
Corée du Sud				11.944.949,85	3,33%	3,25%
ASTRAZENECA PLC	72.000	GBP	123,56	10.492.799,43	2,93%	2,86%
Royaume-Uni				10.492.799,43	2,93%	2,86%
IBERDROLA SA	713.481	EUR	12,12	8.643.822,32	2,41%	2,35%
Espagne				8.643.822,32	2,41%	2,35%
HUHTAMAKI OYJ	165.000	EUR	37,46	6.180.900,00	1,72%	1,68%
Finlande				6.180.900,00	1,72%	1,68%

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
ACTIONS				358.745.050,41	100,00%	97,59%
TOTAL PORTEFEUILLE				358.745.050,41	100,00%	97,59%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		EUR	17.009.887,16		4,63%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		HKD	4.876,84		0,00%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		SEK	3.219,61		0,00%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		GBP	2.479,53		0,00%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		NOK	5.469,27		0,00%	
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH		DKK	1.270,10		0,00%	
Avoirs bancaires à vue				17.027.202,51		4,63%
DEPOTS ET LIQUIDITES				17.027.202,51		4,63%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				-6.337.684,36		-1,72%
AUTRES				-1.817.690,55		-0,50%
TOTAL DE L'ACTIF NET				367.616.878,01		100,00%

4.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays	
Corée du Sud	3,33%
Espagne	2,41%
États-Unis	62,17%
Finlande	1,72%
France	10,01%
Pays-Bas	3,78%
Royaume-Uni	2,93%
Suède	4,55%
Suisse	5,60%
Taiwan	3,50%
TOTAL	100,00%

Par secteur	
Art graphique, maison d'édition	3,29%
Articles de bureaux et ordinateurs	1,70%
Bien de consommation divers	1,72%
Biotechnologie	1,53%
Chimie	1,33%
Construction de machines et appareils	2,65%
Distribution, commerce de détail	3,86%
Electronique et semi-conducteurs	18,48%
Energie et eau	2,41%
Holding et sociétés financières	15,08%
Industrie agro-alimentaire	2,10%
Industrie automobile	6,44%
Industrie pharmaceutique et cosmétique	12,99%
Internet et services d'Internet	20,27%
Métaux et pierres précieuses	1,07%
Services divers	0,99%
Textile et habillement	1,67%
Transports	2,42%
TOTAL	100,00%

Par devise		
CHF		4,57%
EUR		18,95%
GBP		2,92%
SEK		4,55%
USD		69,01%
TOTAL		100,00%

4.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

		1er semestre
Achats		43.313.810,17
Ventes		28.886.788,03
Total 1		72.200.598,20
Souscriptions		34.250.268,64
Remboursements		15.111.677,95
Total 2		49.361.946,59
Moyenne de référence de l'actif net total		344.209.157,68
Taux de rotation		6,64%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

4.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

R

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation						Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)				Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)	
	Souscrites		Remboursées		Fin de période		Souscriptions		Remboursements		de la classe	d'une action
Année	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Total	Cap.	Dis.	Cap.	Dis.	Cap.
2022	305.377,76	76.244,17	50.739,57	15.260,53	1.304.634,46	293.895,24	1.598.529,70	52.109.870,63	11.080.696,50	8.738.346,28	2.265.706,20	245.456.905,28
2023	225.551,06	48.475,35	80.817,12	14.891,15	1.449.368,41	327.479,44	1.776.847,85	39.050.094,71	7.121.271,50	14.027.570,92	2.199.379,71	315.490.194,50
01.01.24 - 30.06.24	150.767,81	31.392,48	65.732,13	14.587,36	1.534.404,09	344.284,56	1.878.688,65	29.141.356,79	5.108.911,85	12.728.668,37	2.383.009,58	367.616.878,01
												202,11
												167,01

4.4.5 . Performances

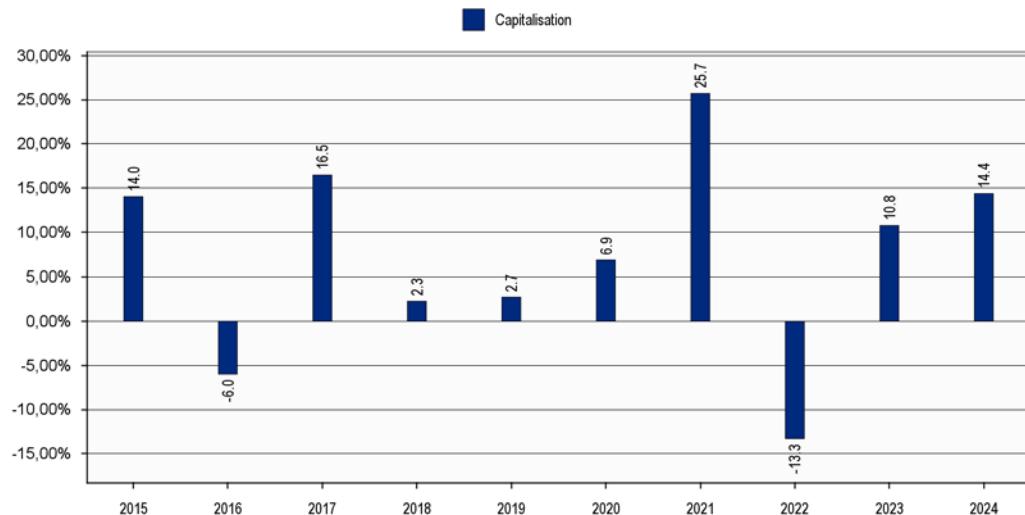
* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel, l'exercice comptable s'entend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR) :

R
Rendement annuel



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Capitalisation

1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Part	Part	Part	Part
14,38% (en EUR)	3,19% (en EUR)	8,10% (en EUR)	6,83% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de capitalisation. Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante :

$$P(t; t+n) = \left[\frac{(VNI_{t+n})}{(VNI_t)} \right]^{(1/n)} - 1$$

avec

- P(t; t+n) la performance de t à t+n
- VNI_{t+n} la valeur nette d'inventaire par part en t+n
- VNI_t la valeur nette d'inventaire par part en t
- n la période sous revue

4.4.6 . Frais

Frais récurrents

- Part de capitalisation (BE6257688240) : 1,90%

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,82% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	1,82%
Coûts de transaction	0,08% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	0,08%

- Part de distribution ((BE6257959047) : 1,92%

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,84% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	1,84%
Coûts de transaction	0,08% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	0,08%

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Non applicable.

Existence de fee-sharing agreements

Non.

4.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 – Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats contient la compensation CSDR.

NOTE 2 – Autres charges

La rubrique « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats comprend principalement des contributions versées aux frais de fonctionnement de la FSMA.

5 . INFORMATIONS SUR LE COMPARTIMENT GLOBAL EQUITY DBI-RDT

5.1 . RAPPORT DE GESTION

5.1.1 . Date de lancement du compartiment et prix de souscription des parts

Le compartiment Global Equity DBI-RDT a été lancé le 18/12/2017.

Prix et période de souscription initiale :

- Parts de distribution – classe R : du 17/11/2017 au 18/12/2017 au prix de 100,00 EUR par part.
- Parts de distribution – classe R : du 17/11/2017 au 18/12/2017 au prix de 100,00 EUR par part.

5.1.2 . Cotation en bourse

Non applicable.

5.1.3 . Objectif et lignes de force de la politique de placement

Objectif du compartiment

Le Compartiment investit principalement dans des actions de sociétés sans limite géographique.

Le Compartiment vise principalement une croissance maximale du capital investit, en assurant que les actionnaires soumis à l'impôt des sociétés bénéficient des dividendes déductibles dans le chef des revenus définitivement taxés.

L'objectif de ce Compartiment est de distribuer annuellement au moins 90% des revenus du Compartiment aux actions de distribution, déduction faite des rémunération, provisions et frais, en accord avec l'article 203 C.I.R. 92 et toute modification ultérieure.

Indice de référence : Aucun.

Le Compartiment est géré de manière active : le gestionnaire du portefeuille d'investissement dispose d'une certaine discrétion dans la composition du portefeuille du Compartiment dans le respect des objectifs et de la politique d'investissement du Compartiment.

Politique d'investissement du compartiment

Catégories d'actifs autorisés

Pour atteindre son objectif, le Compartiment investit essentiellement dans un portefeuille diversifié d'actions de sociétés d'un point de vue géographique et sectoriel. Le Compartiment investit tant dans des sociétés qui sont actives sur les marchés développés (Europe, Etats Unis et Japon) que dans de sociétés actives sur les marchés émergents et frontières (« emerging and frontier markets ») avec un maximum de 10% dans ces dernières. Parmi les sociétés, au moins 80% sera investi dans des sociétés qui répondent aux tendances à long terme, définies par Econopolis Wealth Management, en particulier à : (1) l'agriculture et l'alimentation, (2) l'énergie, (3) les matières premières, (4) l'ICT (technologies de l'information et des communications) et (5) les activités qui répondent à la croissance, le vieillissement et l'urbanisation de la population mondiale. Ce dernier groupe comprend entre autre les soins de santé, les consommateurs ainsi que d'autres produits liés à l'amélioration du niveau de vie, la mobilité et la communication, etc. Les décisions d'investissement dans d'autres secteurs sont prises par le Conseil d'Administration sur proposition d'Econopolis Wealth Management SA. Pour d'autres restrictions d'investissement, veuillez consulter le chapitre « Aspects sociaux, éthiques et environnementaux » ci-dessous.

À titre accessoire, le Compartiment pourra investir jusqu'à 10% de son portefeuille en instruments du marché monétaire et en parts d'organismes de placement collectif.

Transactions sur instruments financiers dérivés autorisés

Sous réserve du respect des dispositions légales applicables et des règles imposées par le Conseil d'administration, le Compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, à la fois comme instruments de couverture et afin d'atteindre les objectifs d'investissement du Compartiment. Les produits financiers dérivés utilisés sont basés sur des actions ou indices boursiers ou sur des titres assimilables à des actions (options, futures, contrats à terme, swaps, etc.), des obligations ou indices obligataires (swaps de taux d'intérêt, contrats à terme, credit default swaps, futures, etc.) ou sur des actifs liquides dans différentes devises. Cette liste n'est pas exhaustive et dépend des objectifs d'investissement du compartiment. Ces instruments sont généralement utilisés pour imiter ou neutraliser les risques inhérents à un investissement plus ciblé et plus souple dans les titres sous-jacents. Leur utilisation n'augmente pas en soi le profil de risque de ce compartiment.

Garanties financières

Lorsque le compartiment conclut des opérations sur instruments financiers dérivés de gré à gré, le compartiment veille à recevoir des espèces à titre de garantie financière (collatérale) et cela dans un but de réduction de l'exposition du risque de contrepartie et conformément aux règles applicables.

Les garanties financières en espèces seront majoritairement placées en dépôts auprès d'entités éligibles et/ou utilisées en obligations d'Etat de haute qualité et en OPC monétaires à court terme. Les garanties financières en espèces seront réinvesties conformément à la réglementation en vigueur.

Le compartiment appliquera une politique de décote de 10% sur les garanties financières en espèces reçues dans une devise différente de la devise d'exposition du compartiment.

Limites de la politique d'investissement

Le Compartiment peut détenir des liquidités sous forme de comptes courants ou dépôts bancaires (<10%). En plus des règles susmentionnées, la politique d'investissement du Compartiment correspond à la politique définie dans l'Arrêté Royal de 2012 pour les OPC qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE.

Le Compartiment ne peut pas investir directement dans des "titrisations" ou des "positions de titrisation" au sens du Règlement (UE) 2017/2402 du Parlement Européen et du Conseil du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées.

Le Compartiment n'investira pas plus de 10% de son portefeuille en actions de marchés émergents et frontières.

Description de la stratégie générale visant à couvrir le risque de change

Le risque de change n'est pas systématiquement couvert. Les gestionnaires décident de ne pas couvrir ou de couvrir ou pas entièrement ou partiellement le risque de change en fonction de leurs attentes quant à l'évolution des devises par rapport à l'Euro. En conséquence, les frais généraux du Compartiment liés à cette stratégie ne subiront pas d'impact important, les frais de transaction restant faibles. En revanche, le Compartiment reste exposé à l'évolution du marché des devises et donc, le coût réel de la stratégie de couverture peut être déterminé, au prorata des actifs investis, sur base de la différence entre le taux d'intérêt de la devise du Compartiment et le taux d'intérêt de la devise vis-à-vis de laquelle une couverture de change doit être établie.

Aspects sociaux, éthiques et environnementaux

Règlement SFDR

Le Compartiment tombe sous l'application de l'article 8 du règlement SFDR.

Le Compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et/ou sociales et des pratiques de bonne gouvernance mais n'a pas pour objectif un investissement durable.

La durabilité est un pilier essentiel du gestionnaire du portefeuille. Le Compartiment promeut certaines caractéristiques ESG (référant à l'aspect Environnement, Social et de Gouvernance). La sélection des différents actifs repose sur une procédure qui combine différentes stratégies et filtres afin d'aboutir un univers d'investissement. Ce processus comprend la combinaison d'une approche d'exclusion dite négative (portant sur l'entreprise elle-même ou l'activité qu'elle génère) et d'une approche d'exclusion dite positive ("best-in-universe") basée sur les recherches menées de manière indépendante.

De plus, le Compartiment prend également en compte un certain nombre de positions clairement définies envers les activités controversées.

Les entreprises ne respectant pas les normes internationales telles que définies dans les "Principes du Pacte Mondial des Nations Unies" (UNGCI) ou les réglementations nationales, sont exclues de facto d'une éligibilité du Compartiment.

Tous les détails sur la stratégie d'investissement durable du compartiment sont disponibles dans la rubrique « Politique d'investissement durable » sur le site www.crelan.be ou dans le prospectus.

5.1.4 . Gestion financière du portefeuille

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

5.1.5 . Distributeurs

Voir 1. Informations générales sur la société d'investissement, 1.1. Organisation de la société d'investissement.

5.1.6 . Indice et benchmark

Non applicable.

5.1.7 . Politique suivie pendant l'exercice

Dans le secteur des **biens de consommation de base**, les gestionnaires ont augmenté la position dans le groupe de supermarchés AholdDelhaize. Le groupe est l'un des plus grands acteurs de son secteur et le numéro 1 ou 2 sur 96% des marchés sur lesquels il opère. AholdDelhaize opère principalement sur la côte est des États-Unis (60% du chiffre d'affaires du groupe), aux Pays-Bas, en Belgique et dans quelques autres pays européens. L'entreprise a un profil relativement défensif car la demande alimentaire est peu sensible aux cycles. Les gestionnaires ont vendu leur position dans l'entreprise de chocolat et de confiserie Mondelez et ont acheté des actions supplémentaires dans PepsiCo, jugeant la valorisation de cette dernière plus attrayante. PepsiCo opère dans les secteurs des boissons, des snacks et des céréales de petit-déjeuner.

Dans le domaine de la **consommation durable**, l'action Nike a été vendue. Depuis l'entrée en fonction de la direction actuelle, l'entreprise est en déclin. L'accent mis sur la distribution directe, c'est-à-dire sur les propres boutiques, les ventes par Internet et la limitation de l'offre aux chaînes de magasins, coûte clairement des parts de marché au groupe. En outre, l'entreprise commercialise trop peu de produits innovants. Cela profite à d'autres acteurs tels qu'Adidas, Deckers Outdoor et On Holding. Comme la reprise (de la croissance) des bénéfices n'est pas évidente et qu'elle prendra de toute façon beaucoup de temps, l'action a été vendue. Les managers ont pris une première position dans Home Depot. Cette entreprise est la plus grande chaîne de magasins de bricolage aux États-Unis et est également très présente au Canada et au Mexique, avec un total d'environ 2300 magasins d'une superficie moyenne de 10 000 mètres carrés. Environ la moitié du chiffre d'affaires provient du segment bricolage, et l'autre, du segment professionnel. Home Depot réalise des marges bénéficiaires décentes et présente un bilan solide. L'action est principalement un appel sur le marché immobilier américain.

La **santé** est l'un des secteurs qui devraient pouvoir enregistrer une croissance structurelle dans les années à venir grâce au vieillissement de la population et à l'augmentation du budget et de l'attention accordée aux soins de santé dans les marchés émergents. À l'intérieur du compartiment, les gestionnaires ont pris des bénéfices partiels sur Boston Scientific (stimulateurs cardiaques, cathéters et stents, entre autres) et Stryker (matériel médical et chirurgical, entre autres). La société pharmaceutique Eli Lilly a fait son retour dans le portefeuille. L'entreprise est surtout connue pour ses traitements contre le diabète et l'obésité. Dans ce dernier domaine, l'entreprise domine le marché mondial avec Novo Nordisk. Eli Lilly est également un acteur majeur dans le traitement des maladies cardiovasculaires et de l'oncologie. Le groupe dispose en outre d'un médicament prometteur pour traiter la maladie d'Alzheimer.

Dans le secteur des **matériaux**, la position dans Newmont Mining a été relevée. Cette société est le plus grand groupe minier aurifère au monde. Newmont est également un producteur de cuivre, d'argent, de plomb et de zinc. L'action est un appel indirect sur le prix de l'or. En outre, la production et les coûts encourus par l'entreprise sont les principales composantes de l'évolution des bénéfices de l'entreprise. À la suite de l'acquisition de l'entreprise australienne Newcrest, Newmont va céder un certain nombre d'actifs. L'augmentation du prix de l'or permet à Newmont d'obtenir un meilleur prix pour ces actifs. Elle permet également à l'entreprise de mieux rémunérer ses actionnaires par le biais de dividendes et de rachats d'actions. Newmont opère principalement dans des pays favorables à l'exploitation minière. Le groupe obtient un score élevé en matière de durabilité, ce qui n'est pas évident car les mines sont souvent liées à la pollution de l'environnement et aux maux sociaux.

Dans le **secteur industriel**, des bénéfices ont été pris sur Emerson Electric, un acteur majeur de l'automatisation aux États-Unis. Cependant, l'entreprise obtient de très mauvais résultats en ce qui concerne les émissions de CO₂. La participation dans la société helvético-suédoise ABB a été augmentée. ABB est un acteur de premier plan dans le domaine de l'automatisation et de l'électrification. Ces deux segments offrent un potentiel de croissance. L'automatisation devrait contribuer à résoudre les problèmes liés à l'augmentation mondiale des coûts de la main-d'œuvre et au vieillissement de la population (dans le monde occidental ainsi qu'en Chine et en Corée du Sud). L'évolution mondiale vers une énergie plus verte et l'électrification des transports et de l'industrie sont également des facteurs de croissance pour ABB. L'entreprise est très bien gérée et réalise des marges bénéficiaires attrayantes, tout en affichant un bilan solide. Bureau Veritas était un nouveau venu dans le compartiment. Cette entreprise vieille de 195 ans est un leader mondial français aux racines belges. L'entreprise est active dans le domaine des essais, de l'inspection et de la certification. Elle prend notamment en charge l'inspection de la sécurité des ascenseurs, l'analyse d'échantillons provenant de forages exploratoires dans l'industrie minière et des inspections de sécurité alimentaire. Pour la période 2023-2028, la direction prévoit une croissance organique annuelle du chiffre d'affaires de 7 à 9% et une nouvelle amélioration de la marge bénéficiaire d'exploitation (actuellement d'environ 16%). Le groupe réalise très régulièrement de petites acquisitions pour compléter sa croissance organique. Quelque 28% du chiffre d'affaires provient d'Asie et 9 % d'Afrique et du Moyen-Orient. L'entreprise est bien placée pour bénéficier de la croissance supérieure à la moyenne de ces régions.

Dans le secteur des **technologies de l'information**, les gestionnaires ont acheté des actions d'Applied Materials. Cette entreprise fournit des machines, des logiciels et des services pour la production de semi-conducteurs (puces). L'entreprise constitue un « guichet unique », puisqu'elle fournit une large gamme de machines aux fabricants de semi-conducteurs. Le marché des machines à semi-conducteurs est cyclique. Les perspectives à moyen et long terme pour le marché et pour Applied Materials restent favorables, car la demande de puces (et donc de machines complexes pour les fabriquer) continue de croître, sous l'effet de la numérisation croissante de l'économie. En outre, les États-Unis, l'Europe et la Chine souhaitent construire leur propre industrie des puces, ce qui stimule la demande de machines à fabriquer des puces. Le

marché des machines à fabriquer des puces est très concentré et les barrières à l'entrée sont élevées. Les gestionnaires ont également pris une position dans Nvidia au cours du premier semestre. Cette entreprise est spécialisée dans les puces dotées d'une grande puissance de calcul parallèle. Celles-ci trouvent des applications dans l'IA, les ordinateurs de jeu et les voitures auto-conduites.

5.1.8 . Politique future

ACTIONS

Le portefeuille d'actions du compartiment est relativement concentré (environ 40 positions) et reflète les convictions des gestionnaires. À l'avenir, les gestionnaires souhaitent également limiter le nombre de positions tout en accordant une attention suffisante à la diversification entre les secteurs et les actions. Les gestionnaires veulent continuer à éviter les positions trop faibles (<1%) en actions individuelles, car il est difficile pour ces positions de contribuer de manière significative aux rendements du portefeuille. Outre les évolutions propres aux entreprises et aux secteurs, les évolutions macroéconomiques – et en particulier l'évolution de la croissance et des taux d'intérêt – restent au centre des préoccupations des gestionnaires.

5.1.9 . Indicateur synthétique de risque

Indicateur de risque



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le Produit jusqu'à l'échéance de la période de détention recommandée. Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant échéance, et vous pourriez obtenir moins en retour.

La catégorie de risque 4 correspond à un potentiel modéré de gain et/ou de perte de la valeur du portefeuille, qui s'explique par son investissement dans des actions de sociétés sans limitation géographique ou sectorielle.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce Produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce Produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

5.2 . BILAN

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 1: SCHEMA DU BILAN		
TOTAL DE L'ACTIF NET	91.676.283,96	80.370.407,75
II. Valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, OPC et instruments financiers dérivés	89.622.359,02	75.437.871,19
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions	89.622.359,02	75.437.871,19
a. Actions		
III. Crédances et dettes à plus d'un an	-8.434,45	-8.434,45
B. Dettes		
IV. Crédances et dettes à un an au plus	36.374,96	152.732,94
A. Crédances		
a. Montants à recevoir	282.291,78	29.140,11
b. Avoirs fiscaux	164.186,77	123.592,83
B. Dettes		
a. Montants à payer (-)	-410.103,59	
V. Dépôts et liquidités	2.458.205,35	5.175.245,21
A. Avoirs bancaires à vue	2.458.205,35	5.175.245,21
VI. Comptes de régularisation	-432.220,92	-395.441,59
C. Charges à imputer (-)	-432.220,92	-395.441,59
TOTAL CAPITAUX PROPRES	91.676.283,96	80.370.407,75
A. Capital	80.386.992,52	78.923.680,55
B. Participations au résultat	-83.528,10	346.106,45
C. Résultat reporté	1.864.848,66	-6.829.411,15
D. Résultat de l'exercice (du semestre)	9.507.970,88	7.930.031,90

5.3 . COMPTE DE RESULTATS

	Au 30.06.24 (en EUR)	Au 30.06.23 (en EUR)
SECTION 3: SCHEMA DU COMPTE DE RÉSULTATS		
I. Réductions de valeur, moins-values et plus-values	9.468.538,70	7.760.917,97
C. Actions et autres valeurs assimilables à des actions		
a. Actions	8.220.987,48	11.097.219,06
D. Autres valeurs mobilières	8,98	0,41
E. OPC à nombre variable de parts		
H. Positions et opérations de change		
b. Autres positions et opérations de change	1.247.542,24	-3.336.301,50
II. Produits et charges des placements	827.388,46	840.047,43
A. Dividendes	878.205,71	866.828,83
B. Intérêts		
b. Dépôts et liquidités	35.055,84	40.187,21
E. Précomptes mobiliers (-)		
b. D'origine étrangère	-85.873,09	-66.968,61
III. Autres produits	165,78	1.191,14
B. Autres	165,78	1.191,14
IV. Coûts d'exploitation	-769.083,31	-672.124,64
A. Frais de transaction et de livraison inhérents aux placements (-)	-8.219,11	-10.902,81
C. Rémunération due au dépositaire (-)	-13.861,36	-9.822,25
D. Rémunération due au gestionnaire (-)		
a. Gestion financière	-305.767,56	-259.651,81
E	-54.329,79	-54.985,65
R	-251.437,77	-204.666,16
b. Gestion administrative et comptable	-15.812,39	-13.770,99
c. Rémunération commerciale	-361.466,91	-307.023,33
R	-361.466,91	-307.023,33
E. Frais administratifs (-)	-1.569,38	-2.500,98
F. Frais d'établissement et d'organisation (-)	-61,12	-61,17
G. Rémunerations, charges sociales et pensions (-)	-502,68	-428,65
H. Services et biens divers (-)	-8.012,67	-5.302,93
J. Taxes	-42.165,19	-44.238,30
K. Autres charges (-)	-11.644,94	-18.421,42
Produits et charges de l'exercice (du semestre)	58.470,93	169.113,93
Sous Total II + III + IV		
V. Bénéfice courant (perte courante) avant impôts sur le résultat	9.527.009,63	7.930.031,90
VI. Impôts sur le résultat	-19.038,75	
VII. Résultat de l'exercice (du semestre)	9.507.970,88	7.930.031,90

5.4 . COMPOSITION DES ACTIFS ET CHIFFRES-CLES

5.4.1 . Composition des actifs au 30.06.24

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
<u>VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU SUR UN MARCHE SIMILAIRE</u>						
ALPHABET INC -A-	25.200	USD	182,15	4.282.883,14	4,78%	4,67%
APPLE INC	8.900	USD	210,62	1.749.025,43	1,95%	1,91%
APPLIED MATERIALS INC	12.000	USD	235,99	2.642.295,31	2,95%	2,88%
ARISTA NETWORKS INC	13.500	USD	350,48	4.414.723,58	4,93%	4,82%
AUTODESK INC	11.000	USD	247,45	2.539.724,75	2,83%	2,77%
BLACKROCK INC	3.750	USD	787,32	2.754.793,56	3,07%	3,00%
BOOKING HOLDINGS INC	870	USD	3.961,50	3.215.773,27	3,59%	3,51%
BOSTON SCIENTIF CORP	34.000	USD	77,01	2.443.051,08	2,73%	2,66%
ELI LILLY & CO	1.700	USD	905,38	1.436.105,44	1,60%	1,57%
FEDEX CORP	7.000	USD	299,84	1.958.367,16	2,18%	2,14%
HOME DEPOT INC	4.275	USD	344,24	1.373.105,67	1,53%	1,50%
MARVELL TECH --- REGISTERED SHS	38.000	USD	69,90	2.478.376,49	2,77%	2,70%
MICROSOFT CORP	9.550	USD	446,95	3.982.619,55	4,44%	4,34%
NEWMONT CORPORATION - REG SHS	26.300	USD	41,87	1.027.460,70	1,15%	1,12%
NIKE INC	23.500	USD	75,37	1.652.619,55	1,84%	1,80%
NVIDIA CORP	9.500	USD	123,54	1.095.059,48	1,22%	1,19%
ON SEMICONDUCTOR CORP	33.000	USD	68,55	2.110.706,79	2,35%	2,30%
PEPSICO INC	11.365	USD	164,93	1.748.942,80	1,95%	1,91%
S&P GLOBAL INC	7.700	USD	446,00	3.204.292,05	3,58%	3,50%
STRYKER CORP	7.500	USD	340,25	2.381.035,69	2,66%	2,60%
THERMO FISHER SCIENTIFIC INC - REG SHS	4.550	USD	553,00	2.347.702,36	2,62%	2,56%
VISA INC -A-	12.000	USD	262,47	2.938.782,37	3,28%	3,21%
WALT DISNEY CO	28.500	USD	99,29	2.640.321,90	2,95%	2,88%
États-Unis				56.417.768,12	62,95%	61,54%
AIR LIQUIDE SA	7.700	EUR	161,28	1.241.856,00	1,39%	1,35%
BUREAU VERITAS SA	28.000	EUR	25,86	724.080,00	0,81%	0,79%
CIE DE SAINT-GOBAIN	30.000	EUR	72,62	2.178.600,00	2,43%	2,38%
ESSILORLUXOTTICA SA	12.665	EUR	201,20	2.548.198,00	2,84%	2,78%
VINCI SA	21.000	EUR	98,38	2.065.980,00	2,30%	2,25%
France				8.758.714,00	9,77%	9,55%
ABB LTD	42.000	CHF	49,92	2.177.083,23	2,43%	2,38%
DSM-FIRMENICH LTD - REG SHS	9.000	EUR	105,60	950.400,00	1,06%	1,04%
NESTLE SA PREFERENTIAL SHARE	19.000	CHF	91,72	1.809.542,60	2,02%	1,97%
Suisse				4.937.025,83	5,51%	5,39%
ASSA ABLOY AB -B- REG SHS	92.000	SEK	299,60	2.428.475,77	2,71%	2,65%
ESSITY AB REGISTERED -B-	65.500	SEK	271,40	1.566.229,07	1,75%	1,71%
Suède				3.994.704,84	4,46%	4,36%
KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE NV	60.000	EUR	27,59	1.655.400,00	1,84%	1,81%
STELLANTIS NV-BEARER AND REGISTERED SHS	97.000	EUR	18,47	1.791.590,00	2,00%	1,95%
Pays-Bas				3.446.990,00	3,84%	3,76%
TAIWAN SEMICONDUCTOR CO ADR (REPR 5 SHS)	21.150	USD	173,81	3.429.980,41	3,83%	3,74%
Taiwan				3.429.980,41	3,83%	3,74%
ASTRAZENECA PLC	19.041	GBP	123,56	2.774.908,25	3,10%	3,03%
Royaume-Uni				2.774.908,25	3,10%	3,03%
IBERDROLA SA	187.105	EUR	12,12	2.266.777,08	2,53%	2,47%
Espagne				2.266.777,08	2,53%	2,47%
SAMSUNG ELEC GDR REP.0.5 VGT HS -144A-	1.600	USD	1.480,00	2.209.470,49	2,46%	2,41%
Corée du Sud				2.209.470,49	2,46%	2,41%
HUHTAMAKI OYJ	37.000	EUR	37,46	1.386.020,00	1,55%	1,51%
Finlande				1.386.020,00	1,55%	1,51%

Dénomination	Quantité au 30.06.24	Devise	Cours en devises	Evaluation (en EUR)	% Portefeuille	% Actif Net
ACTIONS				89.622.359,02	100,00%	97,76%
TOTAL PORTEFEUILLE				89.622.359,02	100,00%	97,76%
CACEIS BANK, BELGIUM BRANCH				2.458.205,35		2,68%
Avoirs bancaires à vue				2.458.205,35		2,68%
DEPOTS ET LIQUIDITES				2.458.205,35		2,68%
CREANCES ET DETTES DIVERSES				36.374,96		0,04%
AUTRES				-440.655,37		-0,48%
TOTAL DE L'ACTIF NET				91.676.283,96		100,00%

5.4.2 . Répartition des actifs (en % du portefeuille)

Par pays		
Corée du Sud		2,46%
Espagne		2,53%
États-Unis		62,95%
Finlande		1,55%
France		9,77%
Pays-Bas		3,84%
Royaume-Uni		3,10%
Suède		4,46%
Suisse		5,51%
Taiwan		3,83%
TOTAL		100,00%

Par secteur		
Art graphique, maison d'édition		3,57%
Articles de bureaux et ordinateurs		1,95%
Bien de consommation divers		1,55%
Biotechnologie		1,60%
Chimie		1,39%
Construction de machines et appareils		2,71%
Distribution, commerce de détail		3,80%
Electronique et semi-conducteurs		18,20%
Energie et eau		2,53%
Holding et sociétés financières		14,58%
Industrie agro-alimentaire		2,02%
Industrie automobile		6,48%
Industrie pharmaceutique et cosmétique		13,07%
Internet et services d'Internet		20,57%
Métaux et pierres précieuses		1,15%
Services divers		0,81%
Textile et habillement		1,84%
Transports		2,18%
TOTAL		100,00%

Par devise	
CHF	4,45%
EUR	18,75%
GBP	3,10%
SEK	4,46%
USD	69,24%
TOTAL	100,00%

5.4.3 . Changement dans la composition des actifs (en EUR)

Taux de rotation

	1er semestre
Achats	9.164.303,91
Ventes	12.675.058,76
Total 1	21.839.362,67
Souscriptions	5.671.162,25
Remboursements	6.940.942,15
Total 2	12.612.104,40
Moyenne de référence de l'actif net total	89.789.668,39
Taux de rotation	10,28%

Un chiffre proche de 0% montre que les transactions portant, selon le cas, sur les valeurs mobilières ou sur les actifs, à l'exception des dépôts et liquidités, ont été réalisées, durant une période déterminée, en fonction uniquement des souscriptions et des remboursements. Un pourcentage négatif indique que les souscriptions et les remboursements n'ont donné lieu qu'à un nombre limité de transactions ou, le cas échéant, à aucune transaction dans le portefeuille.

La liste détaillée des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice est disponible sans frais chez CACEIS Bank, Belgium Branch, Avenue du Port, 86C boîte 320, 1000 Bruxelles, qui assure le service financier.

5.4.4 . Evolution des souscriptions et des remboursements ainsi que de la valeur nette d'inventaire

E

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)		
	Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	de la classe	d'une action
		Dis.	Dis.	Dis.	Dis.	Dis.		
2022		65.845,00	1.220,00	98.730,00	7.756.530,00	164.960,50	10.667.687,23	108,05
2023		13.585,00	2.065,00	110.250,00	1.590.374,30	245.445,05	13.789.683,80	125,08
01.01.24 - 30.06.24		6.960,00	11.700,00	105.510,00	932.397,60	1.546.036,00	14.319.181,23	135,71

R

Période	Evolution du nombre d'actions en circulation			Montants payés et reçus par l'OPC (EUR)		Valeur nette d'inventaire Fin de période (en EUR)		
	Année	Souscrites	Remboursées	Fin de période	Souscriptions	Remboursements	de la classe	d'une action
		Dis.	Dis.	Dis.	Dis.	Dis.		
2022		192.763,09	30.582,76	543.043,37	22.905.301,84	3.521.243,35	57.311.159,59	105,54
2023		86.814,98	34.865,82	594.992,53	9.991.249,17	4.045.193,59	72.202.611,73	121,35
01.01.24 - 30.06.24		36.663,32	41.553,19	590.102,65	4.738.764,65	5.394.906,15	77.357.102,73	131,09

5.4.5 . Performances

* Il s'agit de chiffres du passé qui ne constituent pas un indicateur de performance future. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'éventuelles restructurations.

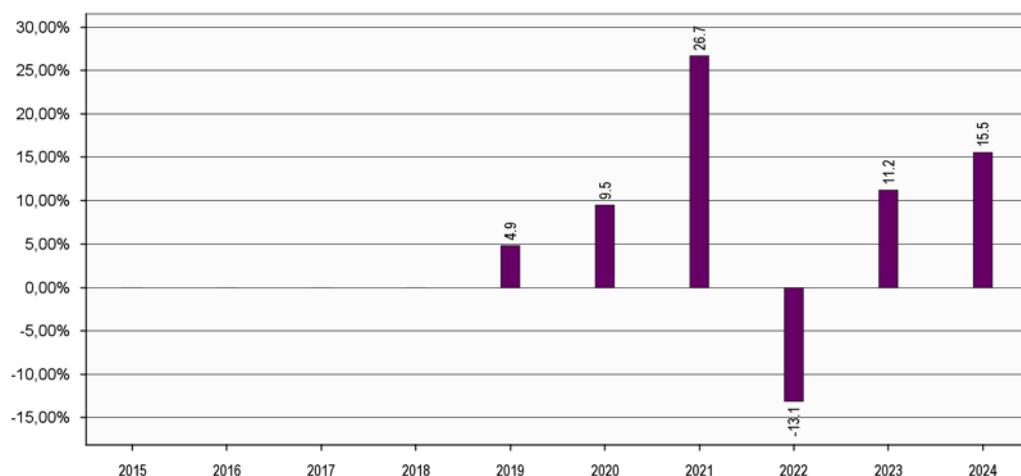
* Les rendements sont arrêtés à la fin de l'exercice comptable. Pour le rapport semestriel, l'exercice comptable s'entend de la période de 12 mois qui précède la clôture du semestre.

* Par rendement annuel, il faut entendre le rendement absolu obtenu sur une année.

* Diagramme en bâtons avec rendement annuel des 10 dernières années (en % et calculés en EUR) :

E
Rendement annuel

Distribution



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Distribution

1 an	3 ans	5 ans
Part	Part	Part
15,54% (en EUR)	3,73% (en EUR)	9,14% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de distribution. Nous avons pris comme hypothèse que le coupon est immédiatement réinvesti dans l'OPC à la valeur nette d'inventaire ex-coupon le jour du détachement.

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante :

$$P(t; t+n) = \left([(1 + P_t) (1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n})]^{1/n} - 1 \right)$$

avec

P(t; t+n) la performance de t à t+n

n le nombre d'année (périodes)

P t = $[\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$

avec

P t la performance annuelle pour la première période

VNI t+1 la valeur nette d'inventaire par part en t+1

VNI t la valeur nette d'inventaire par part en t

α l'opérateur algébrique suivant:

$$\alpha = [1 + (D_t / VNI_{ex,t})] [1 + (D_{t+1} / VNI_{ex,t+1})] \dots [1 + (D_n / VNI_{ex,n})]$$

avec

D_t, D_{t+1}, \dots, D_n les montants du dividende distribué durant l'année t

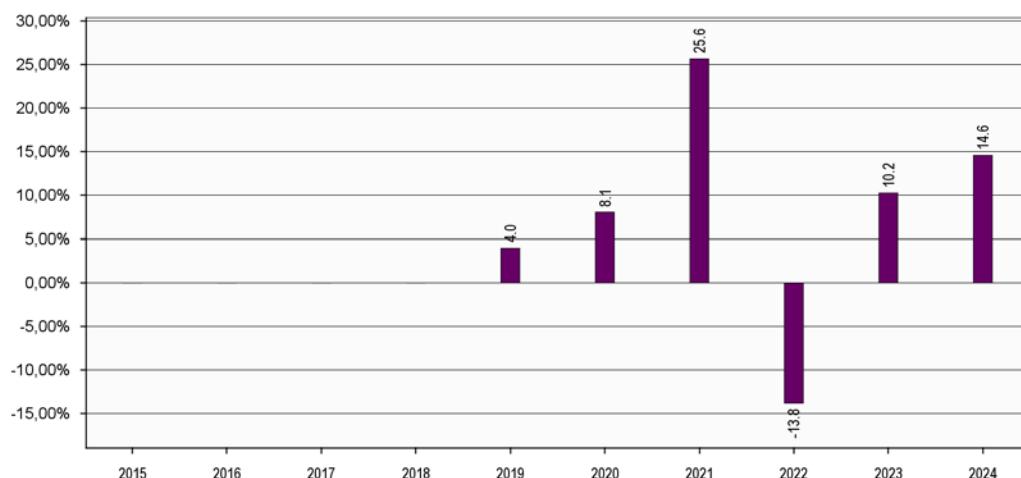
$VNI_{ex,t} \dots VNI_{ex,n}$ la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement

n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

R

Rendement annuel

Distribution



* Tableau des performances historiques (rendements actuariels) :

Distribution

1 an	3 ans	5 ans
Part	Part	Part
14,57% (en EUR)	2,86% (en EUR)	8,23% (en EUR)

* Les chiffres de performances présentés ci-dessus ne tiennent pas compte des commissions et frais liés aux émissions et rachats de parts.

* Il s'agit des chiffres de performances des parts de distribution. Nous avons pris comme hypothèse que le coupon est immédiatement réinvesti dans l'OPC à la valeur nette d'inventaire ex-coupon le jour du détachement.

Le calcul de la performance annualisée sur une période n donnée est établi selon la formule suivante :

$$P(t; t+n) = [(1 + P_t)(1 + P_{t+1}) \dots (1 + P_{t+n})]^{(1/n)} - 1$$

avec

P(t; t+n) la performance de t à t+n

n le nombre d'année (périodes)

$$P_t = [\alpha \times (VNI_{t+1} / VNI_t)] - 1$$

avec

P_t la performance annuelle pour la première période

VNI_{t+1} la valeur nette d'inventaire par part en t+1

VNI_t la valeur nette d'inventaire par part en t

α l'opérateur algébrique suivant:

$$\alpha = [1 + (D_t / VNI_{ex,t})] [1 + (D_{t+1} / VNI_{ex,t+1})] \dots [1 + (D_n / VNI_{ex,n})]$$

avec

D_t, D_{t+1}, \dots, D_n les montants du dividende distribué durant l'année t

$VNI_{ex,t} \dots VNI_{ex,n}$ la valeur nette d'inventaire par part ex-coupon le jour du détachement

n le nombre de paiements de dividendes pendant la période t

5.4.6 . Frais

Frais récurrents

- Part de distribution (BE6298866748) (E) : 1,96%

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,87% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	1,87%
Coûts de transaction	0,09% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	0,09%

- Part de distribution (BE6298867753) (R) : 1,10%

Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation	1,01% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	1,01%
Coûts de transaction	0,09% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	0,09%

Existence de certaines rémunérations, commissions ou d'avantages non-monétaires (soft commissions)

Non applicable.

Existence de fee-sharing agreements

Non.

5.4.7 . Notes aux états financiers et autres informations

NOTE 1 – Autres produits

Le poste « III. B. Autres » du compte de résultats contient la compensation CSDR.

NOTE 2 – Autres charges

Le poste « IV. K. Autres charges (-) » du compte de résultats est principalement composé d'une facture de Deloitte (avis fiscal ou autre mission d'audit).